

RÉDUCTION D'EMPREINTE CARBONE, ENR,
HYDROGÈNE VERT

Sonatrach présente sa stratégie à Gastech

La participation d'une forte délégation du Groupe Sonatrach à la Conférence mondiale sur l'énergie « Gastech 2024 », qui se poursuit à Houston (Etats-Unis), a été une occasion pour le Pdg de la compagnie publique pétro-gazier en l'occurrence Rachid Hachichi de présenter les grandes lignes de la stratégie climat. En effet, Lors de sa participation à une séance de travail à cet important événement, Hachichi a mis en avant les efforts du groupe public en vue de réduire les émissions de Carbone. P 3



PRÉVENTION DES RISQUES
DES ACCIDENTS DE TRAVAIL

**L'importance
de la norme ISO 45001
dans les entreprises
industrielles soulignée**



Les participants à un séminaire régional de formation sur «la prévention et la gestion des risques des accidents de travail» ouvert mardi à Constantine, ont insisté sur «l'importance de la mise en place dans les entreprises industrielles, de la norme internationale reconnue dans ce domaine à savoir l'ISO 45001 pour permettre la réalisation des objectifs de développement».

P 2

TOURISME MÉDICAL

**Des Egyptiens veulent
investir en Algérie**

Le tourisme médical en Algérie connaît une forte expansion, attirant des investisseurs nationaux et internationaux grâce à ses ressources thermales et son infrastructure en développement. Cette dynamique vise à positionner le pays comme une destination privilégiée pour les soins thérapeutiques. Récemment, des entreprises égyptiennes telles qu'"Arab Contractors" ont exprimé un vif intérêt pour investir dans ce secteur, comme l'a souligné Yasser Qarani, ministre délégué à l'Ambassade d'Égypte en Algérie.

P 5

COUVERTURE DES RISQUES,
RESTAURER LA CONFIANCE,
TRANSITION NUMÉRIQUE

**Des défis à relever
par les Assurances**

Le secteur de l'assurance, pilier stratégique du développement économique et social, joue un rôle essentiel dans la stabilité et la croissance des sociétés modernes. Il ne se limite pas à la simple couverture des risques et des accidents, mais s'engage également dans une démarche proactive de prévention, contribuant ainsi à la durabilité et à la préservation des ressources humaines et environnementales.

P 3

LE DG DE L'AAPI RECOIT L'AMBASSADRICE
DU DANEMARK

**Les opportunités
d'investissement
présentées** P 2

SALON DES INDUSTRIES ALIMENTAIRES
ET DES BOISSONS "FOODEX" À RIYAD

**Des entreprises algériennes
mettent en avant la qualité
de leurs produits** P 3

PÉTROLE

**Le Brent à moins
de 73 dollars** P 3

SALON BATI-EST EXPO:

Tenue de la 7^e édition du 2 au 5 octobre à Constantine

La septième édition du Salon international de l'immobilier, du bâtiment et des travaux publics de l'Est algérien "Bati-Est Expo" se tiendra du 2 au 5 octobre au complexe culturel Ahmed Bey-Zénith à Constantine, ont indiqué les organisateurs dans un communiqué. L'événement verra la participation de "plus de 170 exposants algériens et étrangers", représentant les différents secteurs liés à la filière, tels que la production de matériaux de construction, de fer et d'acier, d'appareils électriques, de réfrigération, de chauffage et de ventilation, de portes et fenêtres, d'ameublement, d'équipements de travaux publics, ainsi que des institutions de financement et d'assurance. "Environ 15.000 professionnels" sont attendus au salon, selon les organisateurs ajoutant que l'événement sera marqué la tenue de rencontres d'affaires B2B et la visite de délégations d'affaires étrangères. Le salon abritera aussi des conférences sur le développement de la construction, de l'immobilier et des travaux publics à l'aide des technologies modernes, animées par des professeurs, des chercheurs et des opérateurs économiques, ajoute la même source.

PRÉVENTION DES RISQUES DES ACCIDENTS DE TRAVAIL

L'importance de la norme ISO 45001 dans les entreprises industrielles soulignée

Les participants à un séminaire régional de formation sur «la prévention et la gestion des risques des accidents de travail» ouvert mardi à Constantine, ont insisté sur «l'importance de la mise en place dans les entreprises industrielles, de la norme internationale reconnue dans ce domaine à savoir l'ISO 45001 pour permettre la réalisation des objectifs de développement».

Synthèse S R.

La norme ISO 45001 relative aux systèmes de management de la santé et de la sécurité au travail, permet l'établissement d'un cadre de référence fiable et un climat professionnel sain et sécurisé pour la survie et le développement des entreprises industrielles, a souligné M. Ousama Mechti, assistant du directeur général de l'Institut algérien de normalisation (IANOR).

Affirmant que plusieurs entreprises industrielles versées, notamment dans les domaines des travaux publics, et la pétrochimie détiennent cette norme, le même responsable a indiqué qu'il s'agit d'une mesure qui permet à l'entreprise industrielle d'assurer la sécurité et la santé en milieu professionnel afin de réaliser les ob-

jectifs tracés en matière d'optimisation du rendement, de la compétitivité et de l'image de l'entreprise. De son côté, le directeur de wilaya de l'industrie, Ahmed Louha, qui a mis l'accent sur l'importance d'asseoir toutes les conditions de sécurisation dans le milieu de travail, a estimé que cette session de formation constitue une «opportunité» pour informer et sensibiliser sur les différents risques en matière de santé et de sécurité, en vue de renforcer les capacités de prévention au services de ces entreprises. Le même responsable qui a évoqué les plans internes d'intervention (PII) dans les entreprises industrielles, a rappelé que la gestion de la sécurité et de la santé en milieu de travail combine plusieurs leviers dont celui en rapport avec l'enrichissement des cursus de formation et des actions de

sensibilisation. Le séminaire régional de formation devant se poursuivre jusqu'au 19 septembre courant a été placé sous le slogan «les bonnes pratiques pour la santé et la sécurité dans le secteur industriel», ont indiqué les organisateurs, précisant qu'il sera suivi de deux autres sessions similaires devant avoir lieu ultérieurement dans la wilaya de Constantine. Le coup d'envoi de cette session de formation a été donné par le représentant du ministère de l'Industrie et de la Production pharmaceutique M. Karim Djelili qui a indiqué que la rencontre s'inscrit dans le cadre des recommandations et orientations du Gouvernement visant à consolider et à rentabiliser davantage le secteur industriel pour un développement durable et fiable, rappelant le tissu industriel «important et imposant» que recèle l'Algérie.

LE DG DE L'AAPI REÇOIT L'AMBASSADRICE DU DANEMARK

Les opportunités d'investissement présentées

Le Directeur Général de l'Agence Algérienne de Promotion des Investissements, Omar Rekkache, a reçu hier, Son Excellence l'Ambassadrice du Royaume du Danemark en Algérie, Mme Katherine De Hoyer, accompagnée du conseiller économique de l'ambassade, en présence des responsables de l'Agence.

Selon un communiqué de l'AAPI, la rencontre a porté sur la présentation du système d'investissement en Algérie et du rôle que joue l'Agence dans l'accompagnement et le suivi des projets d'investissement, notamment ceux qui substituent aux importations. Les deux parties ont également, ajoute-t-elle, discuté des moyens de réactiver le mémo-

randum d'accord entre les deux pays signé en 2016, dans le but de l'adapter au système d'investissement actuel en Algérie, conformément à la loi sur les investissements, qui a prévu la création de l'Agence algérienne de promotion des investissements, ainsi que les modalités d'octroi du foncier économique appartenant au domaine privé de l'État desti-

nés à la mise en œuvre de projets d'investissement. Au cours de la réunion, les opportunités d'investissement en Algérie ont été passées en revue, ainsi que les voies et moyens d'échange d'expériences entre les institutions algériennes et danoises, notamment dans les domaines utiles à l'économie nationale. L'AAPI a annoncé également

l'organisation d'une mission de prospection au Danemark. Elle sera effectuée durant la deuxième quinzaine d'octobre prochain par une délégation de chefs d'entreprises Algériens qui vont rencontrer leur homologue danois, des fonds d'investissement et des associations professionnelles.

S R.

MONNAIES

La livre progresse, le dollar en repli

La livre progressait mercredi face au dollar, après l'annonce d'une inflation britannique inchangée en août, qui devrait inciter la Banque d'Angleterre (BoE) à maintenir ses taux jeudi. Ce matin, la devise britannique prenait 0,42% vis-à-vis du billet vert, à 1,3216 dollar, et s'appréciait de 0,24% contre la monnaie unique européenne, à 84,24 pence pour un euro. D'après les données officielles dévoilées mercredi, l'inflation britannique s'est maintenue à 2,2% sur un an en août.

En août dernier, la banque centrale britannique avait ramené son taux directeur à 5%, lors de la première baisse depuis mars 2020 et la pandémie. Les analystes estiment que la BoE sera certainement préoccupée par la persistance de l'inflation des services, ainsi que par l'inflation sous-jacente (excluant les produits aux prix les plus volatils comme l'énergie et l'alimentation), qui a accéléré à 3,6% sur un an contre 3,3% en juillet. "Les marchés suggèrent seulement une chance sur

quatre d'une baisse" des taux britanniques jeudi, ce qui pousse la livre vers le haut, expliquent-ils. L'attention des marchés est résolument tournée vers l'autre côté de l'Atlantique: après un cycle de onze hausses, la Réserve fédérale (Fed) doit entamer mercredi un assouplissement de sa politique monétaire, alors que ses taux se situent depuis juillet 2023 au plus haut depuis deux décennies. Le billet vert avait repris quelques couleurs mardi après la publication des chiffres des ventes au détail

et de la production industrielle en août aux Etats-Unis montrant la résistance de l'économie américaine. Mais ces quelques indicateurs américains positifs n'ont pas suffi à faire changer la tendance et, mercredi, le dollar reculait également par rapport à l'euro, en hausse de 0,17% à 1,1133 dollar. Le suspense demeure sur l'ampleur de la baisse de taux qui pourrait être décidée par la banque centrale américaine plus tard dans la séance, à l'issue de sa réunion ayant débuté mardi.

Quotidien economique

Les EnjeuxEco

Edité par la SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant

Belmihoub Abdelaziz

Directeur de publication

Radji Zahir

Siège social

03,Rue Ali Boumendjel
Square Port Said , Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression

Centre : SIA

Distribution

Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

RÉDUCTION D'EMPREINTE CARBONE, ENR, HYDROGÈNE VERT

Sonatrach présente sa stratégie à Gastech

La participation d'une forte délégation du Groupe Sonatrach à la Conférence mondiale sur l'énergie « Gastech 2024 », qui se poursuit à Houston (Etats-Unis) a été une occasion pour le Pdg de la compagnie publique pétro-gazier en l'occurrence Rachid Hachichi de présenter les grandes lignes de la stratégie climat. En effet, Lors de sa participation à une séance de travail à cet important événement, Hachichi a mis en avant les efforts du groupe public en vue de réduire les émissions de Carbone.

Par Sirine R

Un aperçu des réalisations du groupe en matière de décarbonisation a été donc présenté par le Pdg de Sonatrach, indique le groupe dans un communiqué rendu public hier mercredi, évoquant l'ambitieux programme que le groupe adopte en vue de réduire son empreinte carbone et d'atteindre l'objectif Zéro torchage ordinaire d'ici 2030. A cet égard, Hachichi a précisé que les projets des énergies renouvelables, basés sur la construction de centrales solaires photovoltaïques, visaient à réduire la consommation d'électricité propre du groupe et à libérer des quantités importantes de gaz pour des utilisations plus efficaces. A cette occasion, le patron de Sonatrach a évoqué la nouvelle stratégie pour le climat, visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre, à augmenter le niveau d'insertion des énergies renouvelables et à développer les solutions de séquestration du carbone par des méthodes naturelles et technologiques, outre la réalisation de l'équilibre entre les émissions et leur absorption, à travers les puits de carbone, précise la même source. Il est à rappeler dans ce cadre qu'un budget d'un milliard de dollars a été alloué par le groupe pour la réduction de l'empreinte, en lançant un projet de plantation de plus de 420 millions d'arbres sur 560.000 hectares. Dans une première étape, un projet pilote de plantation de 10 millions d'arbustes sur une superficie comprise entre 10.000 et 13.000 hectares sera lancé incessamment. Évoquant l'hydrogène vert, Rachid Hachichi a mis en avant les potentialités et atouts

compétitifs de l'Algérie. « L'Algérie dispose d'atouts compétitifs qui l'habilitent à jouer un rôle essentiel dans la production et la commercialisation de l'hydrogène vert à l'avenir », a affirmé le PDG lors de cette séance tenue mardi. C'est dans ce cadre qu'une réunion d'affaires a été tenue entre le groupe Sonatrach et délégation de la compagnie "John Cockerill", spécialisée dans le développement des solutions technologiques dans le domaine des énergies renouvelables, notamment la production d'électrolyseurs à hydrogène vert. Les discussions ont porté essentiellement sur « les moyens d'établir un futur partenariat dans le domaine des énergies renouvelables », précise le communiqué, soulignant que « les représentants de cette société technologique ont présenté leurs solutions, innovations et services de pointe pour produire, transporter

et commercialiser l'hydrogène vert ». Hachichi est également revenu sur le rôle important du gaz naturel, en tant que principal vecteur de la transition énergétique, vu son impact réduit sur l'environnement par rapport aux autres énergies fossiles. Et d'ajouter que le gaz naturel compte parmi les ressources d'hydrocarbures les plus propres, d'où l'importance de son rôle dans la transition mondiale vers les énergies propres. Le PDG de Sonatrach a participé à la séance de débat au premier jour de la Conférence mondiale sur l'énergie "Gastech" aux côtés des PDG de compagnies énergétiques mondiales, à l'instar du géant américain du pétrole et du gaz "ExxonMobil", le groupe italien "ENI" et la compagnie américaine "Baker Hughes", et un groupe important d'expert et de responsables dans le domaine de l'industrie énergétique.

PÉTROLE

Le Brent à moins de 73 dollars

Les cours du pétrole re-fluaient mercredi, tirés par des données préliminaires indiquant une hausse inattendue des réserves américaines. Vers 11H20, le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en novembre, se repliait de 1,32% à 72,73 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI), pour livraison en octobre, relâchait 1,45%, à 70,16 dollars. Les prix reculaient en début de séance en raison des statistiques sur le pétrole américain publiées après la clôture mardi,

expliquent les analystes. A l'encontre des prévisions d'une baisse de 500.000 barils par jour, les stocks de brut ont augmenté de 1,96 million de barils par jour (mb/j) aux Etats-Unis la semaine dernière, selon l'API, la fédération américaine des professionnels du secteur. Les réserves d'essence seraient en hausse de 2,34 millions mb/j sur la même période. Toutefois, ces "hausse démesurées" des chiffres de l'API sont considérées, par les experts, comme une "anomalie, alors qu'environ 40% de la pro-

duction de brut a été interrompue sur la côte du Golfe du Mexique la semaine dernière en raison de l'ouragan Francine. Publiées plus tard mercredi, les données de l'Agence américaine d'information sur l'énergie (EIA), réputées plus fiables, devraient confirmer ou infirmer cette apparente irrégularité. Point d'orgue de la séance, la baisse des taux d'intérêt de la Réserve fédérale (Fed) escomptée mercredi, selon son ampleur, aura nul doute un impact sur les prix du pétrole, libellés en dollars.

COUVERTURE DES RISQUES, RESTAURER LA CONFIANCE, TRANSITION NUMÉRIQUE

Plusieurs défis à relever par les Assurances

Par Mourad A.

Le secteur de l'assurance, pilier stratégique du développement économique et social, joue un rôle essentiel dans la stabilité et la croissance des sociétés modernes. Il ne se limite pas à la simple couverture des risques et des accidents, mais s'engage également dans une démarche proactive de prévention, contribuant ainsi à la durabilité et à la préservation des ressources humaines et environnementales. En Algérie, cette importance est particulièrement marquée par une dynamique positive qui se reflète dans les résultats financiers récents du secteur, comme l'a souligné Youcef Benmicia, président de l'Union algérienne des sociétés d'assurance et de réassurance (UAR). Lors de son intervention à la télévision algérienne, Youcef Benmicia a expliqué que des efforts considérables sont déployés pour promouvoir la culture de l'assurance et sensibiliser davantage la population. Ce processus de sensibilisation vise à intégrer l'assurance plus profondément dans la vie quotidienne des citoyens, augmentant ainsi le taux de couverture et renforçant la résilience économique. Parallèlement, le secteur de l'assurance joue

un rôle crucial dans l'économie à travers ses investissements financiers, qui stimulent l'activité économique et favorisent la croissance. Cependant, le secteur fait face à plusieurs défis majeurs. L'un des principaux enjeux est d'élargir la couverture pour inclure tous les acteurs économiques et citoyens, afin de garantir une protection généralisée. De plus, il est nécessaire de restaurer et de renforcer la confiance des clients en améliorant l'image du secteur et en offrant des services de haute qualité. Cette amélioration passe par un renforcement des performances et une attention accrue à la satisfaction des assurés. Le secteur doit également s'adapter à la transition numérique, en utilisant les technologies modernes et les plateformes numériques pour étendre la couverture et moderniser les services. Cette transformation est essentielle pour répondre aux attentes croissantes des clients et dynamiser le marché. La contribution du secteur de l'assurance à l'économie nationale est déterminante. Selon Yacine Benmicia, maximiser cet impact économique reste un enjeu majeur pour soutenir le développement global et garantir une protection efficace dans un environnement en constante

évolution. Les derniers chiffres révélés par l'UAR soulignent la résilience du marché, qui continue de jouer un rôle clé dans la stabilisation de l'économie nationale. La hausse notable de 7 % du chiffre d'affaires du secteur des assurances, atteignant près de 90 milliards de dinars, témoigne de la vigueur de ce marché. Cette performance est soutenue par une augmentation significative des acceptations internationales et des produits spécialisés tels que l'assurance-crédit et le Takaful. La croissance est particulièrement marquée dans le domaine des assurances dommages, avec une augmentation de 5 % des primes, tandis que les assurances de personnes ont vu leurs primes s'élever de 5 %, en grande partie grâce à l'essor de l'assistance voyage. En ce qui concerne les indemnités, bien que le montant total des sinistres réglés ait légèrement diminué de 5 %, certaines branches, comme l'assurance automobile et les risques agricoles, ont connu des augmentations. Les indemnités liées aux acceptations internationales ont également enregistré une baisse, mais d'autres segments, tels que les assurances transport, ont montré des signes d'amélioration.

SALON DES INDUSTRIES ALIMENTAIRES ET DES BOISSONS "FOODEX" À RIYAD

Des entreprises algériennes mettent en avant la qualité de leurs produits

Douze (12) entreprises algériennes participent à la 11e édition du Salon des industries alimentaires et des boissons "Foodex" à Riyad (Arabie Saoudite), lequel constitue une opportunité de mettre en avant la qualité de leurs produits, a indiqué un responsable au ministère du Commerce et de la Promotion des exportations. Dans une déclaration à l'APS, le sous-directeur chargé du suivi et de la promotion des exportations au ministère, Abdelatif El-Houari, a indiqué que ce Salon, qui se tient du 16 au 19 septembre, offre l'occasion aux visiteurs de découvrir différents produits des industries alimentaires et des boissons algériennes, affirmant que ces produits ont connu un véritable succès. Dans ce cadre, il a souligné que le Salon constitue un espace prometteur pour la promotion des produits algériens sur le marché saoudien, qui « offre de grandes opportunités pour y accéder, eu égard à la qualité des produits algériens et à leurs prix compétitifs », un fait affirmé par l'ambassadeur de l'Algérie au Royaume d'Arabie Saoudite lors de son passage au pavillon « Algérie » au premier jour de cette manifestation. En outre, Houari a fait savoir que ce Salon, qui se tient au Centre international de conférences et d'expositions de Riyad (RICEC), est aussi l'occasion d'organiser des rencontres pour échanger les expertises avec les exposants algériens, notamment avec la participation de plus de 50 pays. A noter qu'en marge de la participation de l'Algérie au Salon, les travaux de la 14e session du Conseil d'affaires algéro-saoudien se sont tenus mardi, en présence de l'ambassadeur de l'Algérie au Royaume d'Arabie Saoudite et de l'ambassadeur de l'Arabie Saoudite en Algérie, avec la participation de plus de 100 entreprises et opérateurs économiques des deux pays. Lors de cette rencontre, les deux parties ont évoqué les moyens de renforcement des relations commerciales bilatérales et les mécanismes de leur développement dans les domaines d'intérêt commun. A ce propos, des hommes d'affaires algériens et saoudiens ont exploré les opportunités de coopération et de partenariat réalisables dans le cadre du principe gagnant-gagnant. La délégation algérienne a invité les opérateurs économiques saoudiens à investir en Algérie, eu égard aux incitations et aux avantages accordés aux investisseurs étrangers.

Par ailleurs, et dans le cadre de la concrétisation du programme officiel de la participation de l'Algérie aux événements économiques et aux expositions à l'étranger au titre de l'exercice 2024, sous la supervision du ministère du Commerce et de la Promotion des exportations, 15 entreprises algériennes participent à la 33ème édition du Salon international de l'alimentation et des boissons à Moscou (Russie), qui se tient du 17 au 20 septembre 2024. Cet événement économique offre l'opportunité de promouvoir la qualité des produits algériens dans différents secteurs de l'industrie agroalimentaire sur le marché russe.

R.E.

ALGER

Saisie de près de 40500 unités de pétards de différents calibres

Les services de la Gendarmerie nationale de la wilaya d'Alger ont saisi 40473 unités de pétards et de produits pyrotechniques de différents types et calibres, destinés à la vente, a indiqué, mardi, un communiqué des mêmes services. Dans le cadre de la lutte contre le commerce illicite de pétards et de produits pyrotechniques qui constituent un danger et une menace pour la sécurité des citoyens et la santé publique, les unités de la section territoriale de la Gendarmerie nationale de Bir Mourad Raïs (Alger), ont saisi, une quantité considérable de pétards et de produits pyrotechniques de différents calibres (40473 unités), destinés à la vente, lors de la célébration du Mawlid Ennabaoui ", précise le communiqué. Selon la même source, "cette opération s'inscrit dans le cadre du plan mis en place, en prévision de la célébration du Mawlid Ennabaoui, par le commandant du groupement territorial de la Gendarmerie nationale à Alger, pour mettre un terme à cette activité préjudiciable à l'économie nationale.

GRIPPE AVIAIRE

Des chercheurs développent un vaccin qui protège et empêche la transmission du virus

Des chercheurs français et canadiens ont développé une formulation de vaccin contre les souches du H5N1 responsable de la grippe aviaire, qui immunise toutes les volailles vaccinées et empêche la circulation du virus, a annoncé mardi l'institut français Inrae. "Ceci constitue une première dans la lutte contre cette maladie très contagieuse", affirme l'Institut français de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement (Inrae), co-auteur avec l'Université du Québec à Montréal de l'étude parue dans NPJ Vaccines, une publication du groupe Nature. "Les résultats obtenus montrent que des poulets immunisés grâce à ce vaccin ont été protégés à 100%. Aucun signe clinique ni lésion histologique (observables au microscope, NDLR) n'ont été observés mais surtout, aucune excrétion virale n'a été détectée, ce qui signifie que le vaccin protège à la fois contre l'infection et la transmission du virus", explique l'Inrae, dans un communiqué.

AVEC LA PARTICIPATION DE PRÈS DE 100 EXPOSANTS

Ouverture de la 3^e édition du salon «Educteck» à Alger

La 3e édition du Salon de l'éducation, de la formation professionnelle, de l'enseignement supérieur et des technologies de la connaissance (EDUCTECK) s'est ouverte, mardi au Palais des expositions (Alger), avec la participation de près de 100 exposants. Placé sous le slogan "L'intelligence collective au service de l'apprentissage", le salon vise à créer "un espace de dialogue, de réflexion et d'innovation dans le domaine de l'éducation et des techniques éducatives". Les organisateurs aspirent à ce que l'édition 2024 soit "plus riche et variée en termes d'innovations et de débats sur l'avenir de l'éducation et de la formation professionnelle en Algérie, notamment en matière d'apprentissage en ligne". A ce titre, le commissaire du salon, Abdenour Derias a affirmé que cette édition permettra à «tous

les acteurs du domaine de l'éducation et de l'apprentissage, des technologies de la connaissance, de la numérisation, de l'économie de la connaissance et de l'intelligence artificielle, de découvrir les nouvelles innovations, de développer les compétences, et d'échanger des expériences, techniques, applications et logiciels». Ce salon de quatre (4) jours constitue une opportunité pour rassembler chercheurs et développeurs dans le domaine de l'éducation, avec un programme «intensif» prévoyant des conférences sur divers sujets et spécialités, suivies de débats sur l'éducation ainsi que les moyens de la développer, ajoute M. Derias. De son côté, la directrice de l'Institut national de recherche en éducation (INRE), Radia Bernaoui a affirmé que ce partenariat, premier du genre, «vise à renforcer la

coopération entre les établissements d'enseignement et de recherche d'une manière qui traduit l'engagement commun à améliorer le niveau d'éducation à travers l'utilisation des technologies de pointe au service des générations futures». Elle a, par là même, souligné l'importance de «cette rencontre scientifique et professionnelle», qui constitue «une opportunité pour les établissements de recherche et les entreprises économiques d'explorer les possibilités de communication et de renforcer des partenariats efficaces entre les parties concernées pour parvenir à la complémentarité entre la recherche scientifique et les besoins économiques, au service du développement durable, et renforcer le rôle des jeunes dans l'entrepreneuriat».

RENTREE SOCIALE 2024

Sogral annonce le renforcement du transport des voyageurs

La Société d'exploitation des gares routières d'Algérie "Sogral" a annoncé, dans un communiqué, le renforcement du transport des voyageurs à travers tout le pays et la mise en place de nouveaux services numériques pour suivre l'itinéraire des bus, et ce dans le cadre des mesures prises en prévision de la rentrée scolaire et sociale. Sogral a précisé qu'en prévision de la rentrée scolaire prévue le 22 septembre 2024, et en application des instructions du ministre du Transport, une série de mesures ont été mises en place en prévision de la rentrée so-

ciale et scolaire, pour faciliter les déplacements des voyageurs. Ces mesures importantes prévoient le renforcement du transport sur les lignes qui connaissent une forte demande cette semaine afin de faciliter le retour des familles dans leurs villes, notamment au niveau des gares de Tlemcen, Annaba, Béjaia, Sétif, Ouargla, Alger, Béchar et Constantine, outre l'ouverture de nouvelles lignes à travers les différentes gares routières, particulièrement celles du sud, précise la même source. Sogral affirme, par ailleurs, son engagement à appliquer la stratégie tra-

cée par les Hautes autorités en matière de transition numérique, annonçant le lancement d'un nouveau service pour suivre les bus à distance pour faciliter les déplacements des voyageurs en général et les étudiants en particulier via l'application "Mahatati". Ce nouveau service permet d'améliorer les prestations du transport routier et de faciliter les déplacements des voyageurs, notamment dans les régions éloignées en leur donnant la possibilité de suivre le trafic des bus sans se déplacer à la gare.

KHENCHELA/ÉDUCATION

Des tablettes numériques pour 40 écoles

Une opération de fourniture de 1.000 tablettes numériques au profit de 40 écoles primaires vient d'être achevée par la direction de l'éducation de la wilaya de Khenchela en prévision de la prochaine rentrée scolaire 2024-2025, a indiqué mardi le directeur du secteur. Dans une déclaration à l'APS, M. Bachir Bouderbala a inscrit cette opération dans le cadre du programme de l'école numérique, soulignant que des représentants de l'antenne de Batna du Centre national d'approvisionnement et de maintenance des équipements et des moyens didactiques et des cadres de la direction locale de l'éducation ont chapeauté durant cet été la distribution de ces tablettes aux établissements concernés et se sont assurés de leur mise à la disponibilité des élèves dès le début de l'année scolaire. Selon la même source, 62 écoles primaires réparties sur l'ensemble des communes de la wilaya ont bénéficié de 1.663 tablettes numériques depuis 2021 et l'opération se poursuit jusqu'à sa généralisation progressive à toutes les écoles du primaire. Les services du secteur, a-t-il assuré, ont formé des en-

seignants et des inspecteurs de l'éducation du cycle primaire à l'usage de ces tablettes et des tableaux interactifs pour en optimiser l'utilisation et des ingénieurs spécialisés en maintenance ont été mobilisés pour intervenir en cas de panne technique. L'objectif de la fourniture des tablettes nu-

mériques et tableaux interactifs est d'alléger le poids des cartables et de concrétiser la transition vers l'enseignement numérique qui favorise davantage l'assimilation et l'accompagnement des évolutions technologiques à travers le monde.

Mercuriale

وزارة التجارة وتربية الصادات
MINISTRE DU COMMERCE
ET DE LA PROMOTION DES EXPORTATIONS

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية
MINISTRE DE L'AGRICULTURE
ET DU DEVELOPEMENT RURAL

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 18 سبتمبر 2024
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 18 septembre 2024

Prix du détail ¹		أسعار التجزئة			المنتجات
DA / Kg		معدل	أعلى	أدنى	
Produits		Moyenne	Maximum	Minimum	
Légumes frais	Pomme de terre	90	109	70	البطاطا
	Tomate	71	84	58	الطماطم
	Oignon sec	47	54	40	البصل الجاف
	Ail sec	385	441	329	الثوم الجاف
	Carotte	80	89	70	الجزر
	Navet	125	138	111	لفت
	Poivron	103	117	88	الفلفل الأخضر
	Piment	123	140	105	الفلفل الحار
	Courgette	158	174	142	الكوسة
	Haricot vert	193	216	169	الفاصولياء الخضراء
Fruits frais	Laitue	138	153	123	الخس
	Pomme locale	391	499	284	الفلاح المحلي
	Datte	565	698	432	التمر
	Melon	96	107	85	البطيخ الأصفر
	Pastèque	84	93	75	البطيخ الأحمر
	Poire	383	467	299	الاجاص
	Raisin	212	275	148	العنب
Produits d'origine animale	Banane	467	482	452	الموز
	Viande bovine locale	1803	1939	1666	لحم البقر المحلي
	Poulet de chair	471	483	459	الدجاج
	Œufs (Unité)	18	20	17	البيض (وحدة)
	Lait de vache (Litre)	94	99	89	حليب البقر (لتر)
					المنتجات ذات الأصل الحيواني

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	430,00	NC	0,00	0,00	0,12	9,09	8,14	0	0,00
BIOPHARM	BIO	2 180,00	NC	0,00	-5,69	-6,86	1,31	8,26	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 290,00	NC	0,00	0,68	-0,06	2,95	5,46	0	0,00
EGH EL AURASSI	AUR	405,00	NC	0,00	0,00	-5,97	5,12	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	450,00	NC	0,00	0,00	-8,44	2,51	-	0	0,00

TOURISME MÉDICAL

Des Egyptiens veulent investir en Algérie

Le tourisme médical en Algérie connaît une forte expansion, attirant des investisseurs nationaux et internationaux grâce à ses ressources thermales et son infrastructure en développement. Cette dynamique vise à positionner le pays comme une destination privilégiée pour les soins thérapeutiques. Récemment, des entreprises égyptiennes telles qu'Arab Contractors ont exprimé un vif intérêt pour investir dans ce secteur, comme l'a souligné Yasser Qarani, ministre délégué à l'Ambassade d'Égypte en Algérie, dans une déclaration à « Asharq Business ». Cette collaboration s'inscrit dans un projet plus large d'investissements réciproques entre les deux pays, incluant également les énergies renouvelables.

Par Mourad A.

L'Égypte soutient activement ces initiatives, soulignant l'importance de la coopération bilatérale. Lors d'une visite récente en Algérie, le délégué de "Arab Contractors" a rencontré des responsables du ministère algérien de la Santé pour discuter de la gestion de centres de villégiature et d'hôpitaux spécialisés. Cette rencontre marque le début de l'expansion des investissements égyptiens dans le tourisme médical en Algérie. L'objectif est d'encourager davantage d'entreprises égyptiennes à investir, tout en favorisant les investissements algériens en Égypte, pour renforcer la compétitivité des deux pays dans ce domaine.

Les centres de thalassothérapie, en particulier, offrent un potentiel de croissance important pour l'Algérie, tant comme service de soin que comme attraction touristique majeure. De son côté, Mohamed Karim Chikhi, directeur central des activités thermales au ministère du Tourisme, a souligné lors de son intervention sur « Asharq Business » l'importance de cette coopération internationale. Il a rappelé que les 35 stations thermales en exploitation et les nouveaux projets en cours représentent des atouts majeurs pour attirer une clientèle internationale. L'Algérie met l'accent sur la modernisation de ses installations afin de répondre aux standards mondiaux en matière de soins et de bien-être. Actuellement, plus de 50 projets sont en

développement, axés sur la construction et la modernisation des stations thermales et des centres de thalassothérapie le long de la côte. Ces initiatives visent à satisfaire une demande croissante pour des séjours thérapeutiques tout en dynamisant le secteur touristique et économique du pays. Le secteur privé, avec une forte participation d'investisseurs étrangers, notamment des pays arabes, soutient largement ce développement. Le Congrès international de la santé et du tourisme médical (IHTC), récemment tenu à Alger, a réuni des experts pour évaluer le potentiel de l'Algérie. Le pays dispose d'un riche patrimoine naturel avec 280 sources thermales, 1 600 hôtels et trois centres de thalassothérapie. Les partici-

pants ont souligné l'importance de diversifier les services touristiques médicaux, en mettant l'accent sur les traitements par l'eau de mer et les thalassothérapies pour attirer des touristes en quête de soins spécialisés. Le développement du tourisme médical en Algérie repose sur une approche intégrée, combinant le développement des infrastructures, l'implication des investisseurs privés et la coopération internationale. Le pays aspire à devenir une destination phare du tourisme de santé, exploitant ses ressources naturelles et modernisant ses services pour répondre aux attentes des touristes en quête de soins thérapeutiques. Cette stratégie contribuera à la création d'emplois et au développement économique durable du pays.

HÔTELLERIE ET RESTAURATION

L'ESHRA inaugure sa nouvelle année universitaire

L'Ecole supérieure d'Hôtellerie et de Restauration d'Alger (ESHRA), qui fête ses 10 ans d'existence, a inauguré, ce mercredi, la nouvelle année universitaire 2024-2025, marquée par des nouveautés pédagogiques. Lors de la cérémonie inaugurant l'année universitaire, le directeur général de l'ESHRA, Abdelkader Hadir, a affirmé que "l'édification d'une forte industrie touristique exige

une formation de haute qualité", annonçant le lancement, dès cette rentrée, d'un Master en hôtellerie et restauration au sein de l'école. De même que le projet d'un incubateur et d'un laboratoire de recherche dédiés à ces domaines, qui constitueraient un "carrefour national de réflexion" autour de la promotion du secteur touristique, ainsi que la reconduction du Forum lancé en 2023 à cet

effet. De son côté, le PDG de la Société d'Investissement hôtelière (SIH), Smail Chaalal, dont dépend l'ESHRA, s'est engagé à cette occasion à assurer aux étudiants "un environnement de bien-être ainsi qu'un accompagnement personnalisé" durant leur parcours d'apprentissage, l'objectif étant de leur offrir "un savoir-faire dans un secteur en constante évolution".

Algérie Télécom participe à la 3e édition du salon Educteck

Algérie Télécom a annoncé, mercredi, sa participation à la 3e édition du salon Educteck qui se tient du 18 au 21 septembre en cours au palais des expositions, (Pins maritimes-Alger), sous le thème "L'intelligence collective au service de l'apprentissage". "Poursuivant son engagement en faveur de la promotion de l'éducation, Algérie Télécom a l'immense plaisir d'annoncer sa présence en tant que sponsor officiel de la troisième édition du salon Educteck, qui se tient à la SAFEX du 18 au 21 septembre 2023 au pavillon Central U, Palais des expositions (Pins maritimes-Alger), sous le thème +L'intelligence collective au service de l'apprentissage+", indique un communiqué de cette entreprise. Lors de cet événement, les visiteurs "pourront découvrir et bénéficier des avantages des différentes plateformes numériques éducatives proposées par Algérie Télécom, telles que LABLABEE, ESABOURA, MOALIM et DO-ROUSCOM, conçues pour le soutien scolaire", précise la même source. Algérie Télécom "sera également accompagnée de ses startups partenaires qui profiteront de cette occasion pour accroître leur visibilité et présenter leurs solutions innovantes. L'objectif est de renforcer les liens avec les professionnels de l'éducation, les enseignants, les étudiants et les parents". En outre, les visiteurs "auront la possibilité de participer à une tombola en se rendant au niveau du stand d'Algérie Télécom, situé au Pavillon U. Un espace commercial sera également mis à leur disposition pour répondre aux questions et offrir différents produits et services sur place", note la même source. A travers cette participation, Algérie Télécom "réaffirme son rôle en tant qu'acteur clé dans le développement des technologies de l'information et de la communication, au service du savoir et de l'éducation", ajoute le communiqué.

GOUVERNANCE INTELLIGENTE POUR UNE ÉMERGENCE ÉCONOMIQUE

Défi futur pour l'Algérie

Par Réda Hadi

L'Algérie qui s'est fixée le but d'être un pays émergent se trouve à la croisée des chemins. Si les facteurs macro-économiques sont déterminants, il n'en demeure pas moins que des obstacles doivent être levés, à commencer par une gestion intelligente, pour pérenniser une vraie émergence économique et durable. De l'avis de Abderrahmane Hadeff, consultant et expert en géo-économie, l'ordre économique mondial est en plein effervescence, et invite donc à penser différemment la méthode de gouvernance. Pour l'expert, la raréfaction des ressources naturelles (matières premières) particulièrement énergétiques et accentuée par le dysfonctionnement systémique et les dérives en permanence du système financier international et une configuration géo-démographique de plus en plus pesante, imposent un rééquilibrage du rapport des forces. A cela il faut rajouter l'impact des technologies nouvelles caractérisées par une évolution-disruption continue. D'aucuns lui emboitant le pas, soulignent

que dans un environnement qui évolue rapidement, avec une pression de plus en plus forte du marché, les États doivent en permanence s'adapter pour mieux répondre aux citoyens de chacun des pays. La réussite des grands projets devient pour certains États, une préoccupation majeure pour leur survie. « Et cela accentué par un ordre mondial ne tolérant plus le fait d'hégémonie imposée. Il serait plutôt favorable à un partage de leadership », souligne l'expert. Dans une économie de production, la création de valeur est fondée sur le territoire, le travail et le capital. Dans une économie du savoir, la création de valeur dépend principalement des idées et de l'innovation qui se trouvent dans la tête des êtres humains et on ne peut pas s'en emparer par la force. La performance d'une entreprise dépend donc de sa capacité à mobiliser l'intelligence collective et les connaissances. S'il faut et s'il faudra toujours savoir produire et vendre, ce n'est plus aujourd'hui un facteur suffisamment différenciateur dans la compétition internationale. Hier, l'entreprise était indus-

trielle et commerciale, demain il faudra qu'elle soit de plus en plus une entreprise intelligente. Et c'est une raison pour laquelle Hadeff, estime que tout projet d'émergence et de développement doit être conçu et planifier sur la base des éléments cités plus haut. Le choix des alliances et des partenariats sera déterminant dans cette optique. « Cette émergence doit se reposer sur un modèle de croissance tiré par une valorisation des ressources et potentialités nationales d'une part et un redéploiement international intelligent d'autre part. Assoir les fondements d'une gouvernance intelligente qui serait à la fois proactive et judicieuse afin d'atteindre les objectifs de développement rapidement et avec plus d'efficacité. » La carte de ressources énergétiques, la position géostratégique et une ressource humaine jeune et bien formée sont des atouts qu'il faut bien mettre en valeur pour des partenariats stratégiques permettant d'attirer les investissements nécessaires et appropriés. La délocalisation industrielle et la coproduction deviennent des options fortement

indiquées pour les industries extractives et de transformation. De même que pour les industries du futur comme la production des semi-conducteurs et des équipements de technologie avancée. A cela il faut intégrer le développement de l'industrie du numérique (infrastructures et contenu) et celle de l'espace. L'intelligence économique a pour vocation d'être un outil d'aide à la décision pour les dirigeants dans un environnement complexe et instable, affirmant des spécialistes. À ce titre, elle doit nécessairement s'inscrire dans la dynamique de conception et d'exécution de la stratégie de l'organisation, garantissant la pérennité et le développement économique durable de cette dernière. Ce qui pour Abderrahmane Hadeff, dans cet élan de développement il est impératif de savoir allouer et attirer les financements nécessaires et suffisants pour accompagner cette émergence, d'où l'importance de la gouvernance intelligente. L'attractivité du pays doit être conçue et promue par un plan de communication de haut niveau. Pas de place à l'amateurisme ni à l'improvisation.

DJELFA

Travaux d’entretien et de réfection de plus de 500 écoles

Quelque 517 établissements éducatifs du cycle primaire de la wilaya de Djelfa font actuellement l’objet d’opérations d’entretien et de réfection en perspective de la rentrée scolaire prévue le 22 septembre en cours, a-t-on appris mardi auprès des services de la wilaya. Ces opérations d’entretien ciblant 517 écoles primaires sur les 619 que compte la wilaya, ont été dotées d’une enveloppe globale de près de quatre (4) milliards de DA, mobilisée dans le cadre du programme complémentaire affecté par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune à Djelfa, a ajouté la même source. Les opérations en question portent notamment sur des travaux d’étanchéité, de réparation du chauffage central et de réfection des cantines, en plus du réaménagement des cours et des espaces extérieurs des établissements ainsi que la réhabilitation des salles d’eau. Selon la même source, une grande majorité de ces opérations sera achevée à la veille de la rentrée scolaire 2024/2025, tandis que le reste le sera au courant de l’année scolaire, au titre d’un programme d’urgence prévoyant l’exécution des travaux à la sortie des classes. A noter que les autorités locales ont effectué, en début de semaine, une visite d’inspection d’un nombre de ces projets dans la wilaya déléguée de Messaâd (Sud), où les parents d’élèves n’ont pas manqué d’exprimer leur "satisfaction" à l’égard des efforts consentis par les pouvoirs publics pour améliorer les conditions de scolarité de leurs enfants, selon leurs déclarations à l’APS

GUELMA

146 nouvelles exploitations agricoles raccordées au réseau d’électricité depuis début 2024

Au total, 146 nouvelles exploitations agricoles de plusieurs communes de la wilaya de Guelma ont été raccordées depuis le début de l’année 2024 au réseau d’électricité agricole, apprend-on mardi de la direction locale de distribution de l’électricité et du gaz. Ce total de nouvelles exploitations agricoles raccordées au réseau électrique "dépasse l’objectif de 122 exploitations agricoles à raccorder tracé pour cette année", a précisé à l’APS la responsable de la cellule de communication à cette direction, Ryma-Madoui. Les exploitations bénéficiaires de l’accès à l’énergie électrique se répartissent sur l’ensemble des communes de la wilaya, selon la même cadre qui a souligné que Sonelgaz accorde un intérêt majeur pour les projets de raccordement des exploitations et périmètres agricoles au réseau électrique au regard de leur rôle dans le développement de l’économie et création d’emplois permanents et saisonniers. Ces raccordements s’inscrivent dans le cadre du programme de raccordement des exploitations et périmètres agricoles au réseau électrique lancé en 2022, selon la même cadre qui a indiqué que ce programme a touché jusqu’à maintenant 915 exploitations agricoles mobilisant une enveloppe financière de plus de 1,21 milliard DA.

UNIVERSITÉ CONSTANTINE 1

Plus de 8.000 nouveaux bacheliers inscrits en prévision de la prochaine rentrée

Au total 8.160 nouveaux bacheliers sont inscrits à l’université Frères Mentouri (Constantine 1), en prévision de la prochaine rentrée 2024-2025 devant avoir lieu la fin du mois de septembre, a-t-on appris mardi du vice-recteur chargé de la pédagogie, Abderrazak Merabet.

Le même responsable a déclaré à l’APS que ce nombre est réparti sur les facultés des sciences de technologies (2.329), de droit (1.545), sciences de la nature et de la vie (1.352), des lettres et langues (1.287) ainsi que 780 autres au niveau de la faculté des sciences exactes. Par ailleurs, sept (7) nouvelles spécialités, seront ouvertes dès la prochaine rentrée dont quatre (4) concernant le niveau ingénieur d’Etat, dans la filière des sciences de technologies (auto-

matique et système intelligent), (construction civile et industrielle), (système électrique industriel) ainsi que (technologie des énergies renouvelables). S’agissant du niveau master en physique, la nouvelle rentrée sera marquée par l’introduction de la spécialité (technologie de production de l’hydrogène vert), en plus de deux (2) autres nouvelles spécialités en droit (droit numérique) et (administration sanitaire), selon la même source. L’ouverture de ces nouvelles spé-

cialités qui s’ajoutent à plus de 200 autres dispensées actuellement, s’inscrit dans le cadre de la stratégie du secteur de l’enseignement supérieur et de la recherche scientifique visant à satisfaire les besoins du marché du travail et à renforcer le cursus d’enseignement au sein de l’université Constantine 1, a-t-on indiqué. Pour rappel, l’université Constantine 1 dispose de 6 facultés et 3 instituts nationaux spécialisés.

JIJEL

Réception de nouveaux établissements scolaires

Le secteur de l’éducation dans la wilaya de Jijel vient de réceptionner plusieurs nouveaux établissements scolaires qui entreront en service à partir du début de la prochaine rentrée scolaire, a indiqué mardi le directeur du secteur, Saâd-Kissra. A l’occasion de la nouvelle rentrée scolaire, le secteur de l’éducation verra ainsi dans

le palier de l’enseignement primaire la mise en service de 14 groupes scolaires dans les communes de Jijel, El Milia, Settara, Sidi Maarouf et Djimla, a précisé à l’APS le même responsable. Le palier moyen se renforcera de cinq nouveaux (CEM) répartis sur les trois communes de Jijel (2), Taher (2) et El Milia (1), tandis que le secondaire

verra la mise en service de deux nouveaux lycées dans la commune d’Oudjana et à la cité Mezghitane du chef-lieu de wilaya, selon la même source. La mise en service de ces nouveaux établissements permettra de réduire le taux moyen d’occupation des classes et de rapprocher ces structures scolaires des habitants de nombre d’ag-

glomérations, a précisé le même responsable. Toutes les dispositions matérielles et humaines incluant l’encadrement pédagogique et administratif et la fourniture des manuels scolaires de tous les paliers ont été mises en place pour assurer le succès de la nouvelle rentrée scolaire, a assuré le directeur du secteur.

EL-MENIAA

Une superficie de plus de 1.800 haensemencée en maïs-grains

Une superficie de 1.850 ha, répartis à travers différents périmètres agricoles de la wilaya d’El-Meniaa, a été ensemencée en maïs-grains au titre de la saison agricole 2024/2025, a-t-on appris mardi de la direction locale des services agricoles (DSA). Intervenant en application du programme national tendant à atteindre l’autosuffisance en aliments de bétail et de volaille, cette filière, faisant partie des cultures stratégiques, a connu, depuis son lancement en aout dernier, un large engouement des investisseurs agricoles, soit plus de 63 opérateurs, a indiqué à l’APS le DSA, Youcef Mesbah. Cette culture qui table,

pour la prochaine campagne de moissons, sur un rendement moyen de près de 70 Quintaux/hectare (QX/ha) de maïs-grains vise, entre-autres objectifs, l’approvisionnement du marché en ce type de produit et en aliments de bétail et de volaille à travers le pays, a-t-il souligné. Le développement de ce segment agricole s’inscrit dans le cadre du programme national visant la reconversion des superficies dédiées au développement du maïs ensilage à la production du maïs-grains, en vue d’atteindre l’autosuffisance en ce produit et réduire la facture d’importation, a expliqué M. Mesbah. Dans l’optique d’assurer la réussite de cette

culture, des campagnes de sensibilisation et de vulgarisation ont été lancées par les services agricoles locaux appelant les agriculteurs à adhérer au programme national pour l’extension des surfaces réservées au développement de cette matière première pour les aliments fourragers nécessaires au développement et l’encouragement de l’élevage. La superficie destinée au développement de la maïsiculture est appelée à gagner du terrain avec un objectif d’atteindre plus de 2.000 ha dans cette wilaya qui contribue avec un taux important à la valeur de la production nationale, a affirmé la même source.

TIPASA

Raccordement de 3.200 foyers au réseau de gaz naturel depuis début 2024

Au total, 3.200 foyers situés dans des régions montagneuses isolées de la wilaya de Tipasa ont bénéficié, depuis le début de cette année 2024, d’un raccordement au réseau de gaz naturel, a-t-on appris mardi auprès des services de la direction locale de distribution de l’électricité et du gaz. Ces raccordements au réseau de gaz, ayant nécessité la réalisation d’un réseau de 200 km, s’inscrivent dans le cadre du programme de désenclavement des zones isolées affecté d’un montant global de plus de 2,6 milliards de DA, dont 75% dégagés sur le budget de l’Etat et les 25% pris en charge par la Sonelgaz, a

ajouté la même source. Cette opération a notamment profité aux zones montagneuses isolées des communes de Menaceur, Sidi Ammar, Gouraya, Larhat, Damous, Beni Mil-leuk, Sidi Ghiles, Sidi Semiane, Koléa, Bouharoune et Bou Ismail, en plus des localités de Merad et Bourkika. La mise en œuvre de ce programme se poursuit actuellement en vue du raccordement de 2.100 autres foyers au réseau de gaz naturel avant l’hiver prochain, a assuré la même source. A noter qu’il est prévu la concrétisation de ce programme triennal 2023/2025, visant le raccordement au gaz de 5.300

foyers des zones reculées au réseau de gaz naturel, avant les délais, puisque l’achèvement de l’ensemble des travaux de raccordement est attendu avant la fin de l’année en cours. La Direction locale de distribution de l’électricité et du gaz a déjà raccordé 1.100 autres foyers au gaz naturel, au titre de ce même programme. S’agissant des programmes d’électrification rurale, la même direction a raccordé en 2023 un total de 1.046 foyers, avec l’installation de 10 nouveaux transformateurs et la réalisation d’un réseau électrique de 62 km.

La réalité de la crise économique en Chine

4^e partie et fin

L'économie chinoise est bloquée. Après la décision de Pékin, fin 2022, de mettre brutalement fin à sa politique draconienne de «zéro COVID», de nombreux observateurs pensaient que le moteur de la croissance chinoise allait rapidement redémarrer. Après les années de confinement pour cause de pandémie, lesquelles ont pratiquement paralysé certains secteurs économiques, la réouverture du pays était censée déclencher un retour en force.

Par Zongyuan Zoe Liu (*)

Lors de leur réunion à Capri, en Italie, en avril dernier, les membres du G7 ont averti, dans une déclaration commune : « Les politiques et pratiques non commerciales de la Chine ont conduit à une surcapacité préjudiciable. » L'afflux massif de produits chinois bon marché a déjà suscité des tensions commerciales. Depuis 2023, plusieurs gouvernements, dont ceux du Viêt Nam et du Brésil, ont lancé à l'encontre de la Chine des enquêtes sur ses pratiques de dumping ou de subventions, et le Brésil, le Mexique, la Turquie, les États-Unis et l'Union européenne ont imposé des droits de douane concernant plusieurs produits importés de Chine, y compris, mais sans s'y limiter, les véhicules électriques. Les politiques industrielles de Pékin ont endetté des villes et des régions partout en Chine. Face à la pression internationale croissante, Xi, les principaux journaux du parti et les médias d'État chinois ont systématiquement nié que la Chine ait un problème de surcapacité. Ils affirment que ces critiques sont motivées par une « inquiétude » américaine infondée et que l'avantage de la Chine en termes de coûts n'est pas imputables aux subventions, mais aux « efforts des entreprises » qui « sont déterminés par le libre jeu de la concurrence du marché ». En effet, les diplomates chinois soutiennent que l'économie mondiale souffre, dans de nombreux secteurs technologiques émergents, d'une pénurie importante de capacités plutôt que d'un excès d'offre. En mai dernier, le Quotidien du peuple, journal officiel du parti, a accusé les États-Unis de recourir à des exagérations quant à la surcapacité de la Chine pour justifier l'introduction de barrières commerciales préjudiciables de façon à endiguer celle-ci et à étouffer le développement des industries stratégiques chinoises.. Les décideurs politiques et les analystes économiques chinois sont néanmoins conscients du problème depuis longtemps. Dès décembre 2005, Ma Kai, alors directeur de la Commission nationale chinoise pour le développement et la réforme, a prévenu que sept secteurs industriels, dont ceux de l'acier et de l'automobile, étaient confrontés à de sérieuses surcapacités. Il attribuait ce problème à des « investissements sans visibilité et à une croissance de faible niveau ». Depuis près de vingt ans, Pékin a adopté plus d'une douzaine de directives administratives pour remédier au problème dans différents secteurs, mais sans grand succès. En mars 2024, une analyse de Lu Feng, de l'université de Pékin, a recensé des problèmes de surcapacité dans le secteur des véhicules à énergie nouvelle, les batteries de véhicules électriques et les microprocesseurs vieillissants. BloombergNEF estime qu'en 2023, la production chinoise de batteries était à elle seule suffisante pour répondre à la demande mondiale dans son intégralité. Alors que l'Occident augmente sa capacité de production et que les fabricants chinois de batteries continuent d'accroître leurs investissements et leur production, le problème mondial de l'offre excédentaire risque de s'aggraver dans les années à venir. Selon Lu Feng, le surdéveloppement de ces

industries en Chine contraindra les entreprises chinoises à vendre leurs produits à bas prix sur les marchés internationaux et contribuera à envenimer les relations commerciales déjà tendues entre la Chine et l'Occident. Afin de corriger ce problème, il a proposé une combinaison de mesures déjà mises en œuvre par le gouvernement chinois, telles que la stimulation des dépenses intérieures (investissement et consommation des ménages), et également d'autres que de nombreux économistes préconisent depuis longtemps mais que Pékin n'a pas mises en œuvre, notamment la séparation entre le gouvernement et les entreprises et la réforme des mécanismes de redistribution au profit des ménages. Cependant, les solutions ainsi envisagées ne permettent pas de régler le problème fondamental que pose le manque de coordination au sein de l'économie chinoise : la duplication des investissements des gouvernements locaux dans les secteurs prioritaires désignés par l'État.

Abaissier les barrières, raccourcir la laisse

Jusqu'à présent, les États-Unis ont répondu au défi de la surcapacité de la Chine en imposant des droits de douane élevés sur les produits chinois d'énergie propre, tels que les panneaux solaires, les véhicules électriques et les batteries. Dans le même temps, grâce à sa loi sur la réduction de l'inflation de 2022 (IRA), l'administration Biden a injecté des milliards de dollars dans le renforcement des capacités nationales américaines dans bon nombre de ces secteurs. Mais les États-Unis devraient se garder d'essayer d'isoler la Chine simplement en érigeant des barrières commerciales et en renforçant leur propre base industrielle. En offrant des incitations importantes aux entreprises qui investissent dans des secteurs critiques aux États-Unis, Washington pourrait reproduire certains des problèmes qui affligent l'économie chinoise : une dépendance vis à vis des investissements alimentés par la dette, une répartition stérile des ressources et, peut-être même, une bulle spéculative dans le secteur des sociétés technologiques qui pourrait déstabiliser le marché si elle venait à éclater soudainement. Si l'objectif est de rivaliser plus efficacement avec Pékin, Washington devrait se concentrer sur ce que le système américain sait déjà le mieux faire : innover, perturber le marché et utiliser intensivement les capitaux privés, avec des investisseurs qui choisissent de soutenir les secteurs les plus prometteurs et qui acceptent tout à la fois les risques et les bénéfices. En se focalisant sur des stratégies destinées à limiter les atouts économiques de la Chine, les États-Unis risquent de compromettre leurs propres forces. Les décideurs politiques américains doivent également reconnaître que le problème de surcapacité de la Chine est exacerbé par la quête d'autosuffisance de Pékin. Cet effort, qui a été mis en avant ces dernières années, reflète le sentiment d'insécurité de Xi et sa volonté de réduire les vulnérabilités stratégiques de la Chine dans un contexte de tensions économiques et géopolitiques croissantes avec les États-Unis et l'Occident. En fait, les initiatives de Xi en vue de mobiliser la population et les ressources de son pays pour construire un mur technologique et finan-

cier autour de la Chine ont elles-mêmes d'importantes conséquences. Une Chine de plus en plus coupée des marchés occidentaux aura moins à perdre dans une éventuelle confrontation avec l'Occident – et donc moins de raisons de désamorcer la situation. Aussi longtemps que la Chine entretiendra des liens étroits avec les États-Unis et l'Europe par le biais du commerce de biens de grande valeur qui ne sont pas facilement substituables, l'Occident parviendra beaucoup plus efficacement à dissuader le pays d'entreprendre des opérations ayant des effets déstabilisateurs. La Chine et les États-Unis sont des concurrents stratégiques, et non des ennemis ; néanmoins, en ce qui concerne les relations commerciales entre les États-Unis et la Chine, le vieil adage « Sois proche de tes amis et encore plus de tes ennemis » est plein de sagesse. Le gouvernement américain devrait dissuader Pékin de construire un mur pouvant mettre l'économie chinoise à l'abri des sanctions. À cette fin, la prochaine administration devrait favoriser les alliances, restaurer les institutions multilatérales dégradées et créer de nouvelles structures d'interdépendance qui rendraient l'isolement et l'autosuffisance non seulement sans attrait pour la Chine, mais également impossibles à réaliser. Un bon point de départ consisterait à élaborer davantage de politiques à la table des négociations, plutôt que de se contenter d'imposer des droits de douane. Mener des guerres commerciales dans un contexte de tensions géopolitiques aggraverait le déficit de confiance dans l'économie chinoise et entraînerait la dépréciation du yuan (renminbi), laquelle neutraliserait en partie l'impact des droits de douane. Il se pourrait également que la Chine soit plus flexible dans ses politiques commerciales qu'il n'y paraît. Depuis l'escalade de la guerre commerciale entre les États-Unis et la Chine, en 2018, les universitaires et les responsables chinois ont envisagé plusieurs options politiques, dont la mise en place de restrictions volontaires à l'exportation, la réévaluation du renminbi, la stimulation de la consommation intérieure, l'augmentation des investissements directs à l'étranger et le soutien financier à la recherche et au développement. Les chercheurs chinois se sont également penchés sur les relations commerciales entre le Japon et les États-Unis dans les années 1980, soulignant que les tensions commerciales ont contraint les industries japonaises matures, telles que la construction automobile, à se moderniser et à devenir plus compétitives par rapport à leurs rivaux occidentaux, une approche qui pourrait être source d'enseignement pour le secteur chinois des véhicules électriques. Outre les restrictions volontaires à l'exportation, Pékin a, dans une certaine mesure, déjà essayé plusieurs de ces options. Si le gouvernement mettait également en œuvre des contrôles volontaires des exportations, il pourrait faire d'une pierre plusieurs coups : une telle mesure réduirait les tensions commerciales et peut-être même politiques avec les États-Unis ; elle obligerait les secteurs matures à se consolider et à devenir plus durables ; et elle contribuerait à déplacer la capacité de production à l'étranger, afin de servir directement les marchés cibles. Xi tente de construire un mur technolo-

gique et financier autour de la Chine. Jusqu'à présent, l'administration Biden a adopté une approche cloisonnée vis-à-vis de la Chine, abordant les questions une à une et concentrant les négociations sur des sujets particuliers. En revanche, le gouvernement chinois préfère une approche diffuse dans laquelle aucune question n'est exclue et où des concessions dans un domaine peuvent être négociées contre des avancées dans un autre, même si ces questions n'ont aucun lien entre elles. Même si Pékin semble récalcitrant à des discussions isolées, il pourrait être disposé à accepter un accord plus global portant simultanément sur de multiples aspects des relations sino-américaines. Washington devrait rester ouvert à la possibilité d'un tel grand arrangement et reconnaître que si les mesures incitatives changent, les dirigeants chinois pourraient modifier brusquement leurs tactiques, tout comme ils l'ont fait lorsqu'ils ont soudainement mis fin à leur politique « zéro COVID ». Washington devrait également envisager de s'appuyer sur des institutions multilatérales telles que l'Organisation mondiale du commerce pour faciliter les négociations avec Pékin. Par exemple, la Chine pourrait accepter de renoncer volontairement à son statut de pays en voie de développement, lequel confère un traitement privilégié à ces pays dans le cadre de certains différends commerciaux. Elle pourrait également être amenée à soutenir une révision du cadre de l'OMC permettant de déterminer le statut d'économie non marchande d'un pays – désignation utilisée par les États-Unis et l'UE pour imposer des droits antidumping plus élevés à la Chine – sur une base sectorielle plutôt que pour l'ensemble de l'économie. Ces mesures permettraient de reconnaître la réussite économique de la Chine, même si elles obligent celle-ci à respecter les normes commerciales plus strictes des pays industrialisés avancés. Xi se considère comme un leader de transformation, ce qui lui vaut d'être comparé au président Mao. C'est ce qui ressort de son accueil officiel de l'ancien secrétaire d'État américain Henry Kissinger – l'une des rares personnalités américaines largement respectées dans la Chine de Xi – en juillet 2023, quatre mois seulement avant la mort de celui-ci. Xi estime qu'en tant que grande puissance, son pays ne doit pas être contraint par des négociations ou des pressions extérieures, mais il pourrait être ouvert à des ajustements librement consentis en matière de questions commerciales dans le cadre d'un accord plus large. Bon nombre de membres de l'élite économique et commerciale chinoise se désolent de l'état des relations avec les États-Unis. Ils savent que la Chine gagne plus à être intégrée dans le système mondial dirigé par l'Occident qu'à en être exclue. Mais si Washington s'en tient à sa position actuelle et continue de se diriger vers une guerre commerciale, cela pourrait avoir pour conséquence involontaire d'inciter Pékin à intensifier encore les politiques industrielles qui sont à l'origine de la surcapacité. À long terme, cette situation serait aussi préjudiciable pour l'Occident que pour la Chine.

(*) Titulaire de la bourse Maurice R. Greenberg pour les études sur la Chine au Council on Foreign Relations et auteur de *Sovereign Funds*
Source : Les Crises.fr

ARABIE SAOUDITE

La foire internationale du livre de Riyad promet de célébrer la littérature

La Commission saoudienne de la littérature, de l'édition et de la traduction se prépare pour la Foire internationale du livre de Riyad 2024, qui se tiendra du 26 septembre au 5 octobre à l'Université du Roi Saoud à Riyad. Avec environ 2 000 maisons d'édition et agences locales, arabes et internationales de plus de 30 pays, qui orneront 800 stands, la foire de cette année promet d'être une célébration de la littérature, de la connaissance et de la créativité. Le salon accueillera des écrivains, des penseurs et des intellectuels d'Arabie saoudite et d'ailleurs, ce qui en fait une plateforme littéraire essentielle dans la région. Le Qatar sera l'invité d'honneur de la foire. Le riche héritage culturel et intellectuel du pays sera exposé dans un pavillon dédié présentant des manuscrits et des publications rares du ministère de la Culture du Qatar. Des personnalités littéraires et artistiques de premier plan, ainsi que des organisations clés du paysage culturel du Qatar, participeront à l'événement.

EGYPTE

Le Caire veut réduire la superficie consacrée à la riziculture en 2025

En Afrique, l'Egypte est le 2ème producteur de riz après le Nigéria. La pénurie d'eau qu'enregistre le pays constitue une menace potentielle pour le développement de certaines filières agricoles, dont le riz.

En Egypte, le gouvernement prévoit de réduire la superficie allouée à la culture de riz de 32 % à 315 000 hectares en 2025. C'est ce que rapporte le média local Asharq Business le 17 septembre, citant une source proche du gouvernement ayant requis l'anonymat. « Cette réduction est principalement due aux récents défis liés aux ressources en eau en raison du changement climatique et de l'augmentation sans précédent des températures. Cela s'ajoute à la nécessité de rationaliser la consommation d'eau », explique la même source. Cette annonce intervient alors que le pays d'Afrique du Nord est confronté à un déficit

d'eau évalué à près de 54 milliards de m³ par an. Selon les données officielles, les besoins en eau dans le pays s'élèvent à environ 114 milliards de m³ par an alors que les ressources en eau ne dépassent pas 60 milliards m³. Pour soutenir la production rizicole en dépit de cette situation, le gouvernement mise notamment sur l'adoption de nouvelles variétés de riz hybride plus résilientes. D'après le Département américain de l'agriculture (Usda), le Centre de recherche agricole (ARC) a entamé, en mai dernier, des essais de culture sur de nouvelles variétés de riz hybride dont la culture pourrait réduire de 33 % les besoins en eau par rapport aux riz conventionnels.

« Ces variétés de riz à maturation précoce, développées par l'ARC, poussent en 3 mois en utilisant 9 000 à 10 000 m³ d'eau par hectare, contre 14 000 à 15 000 m³ d'eau par hectare pour les autres variétés de riz. La principale variété hybride est le Giza Basmati 201 qui a une productivité élevée et une odeur aromatique distinctive », soulignait l'Usda dans son dernier rapport sur la filière céréalière égyptienne, publié en avril dernier. L'Egypte a produit en moyenne 3,8 millions de tonnes de riz usiné entre 2020/2021 et 2022/2023, d'après la FAO et a importé environ 9 % de sa consommation évaluée en moyenne à 4,3 millions de tonnes sur la même période.

MAURITANIE

La CEA forme les femmes d'affaires à l'adoption de pratiques durables

Le Bureau sous-régional pour l'Afrique du Nord de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA) a lancé aujourd'hui, en partenariat avec le ministère mauritanien de l'Economie et du Développement durable, un atelier de renforcement des capacités des femmes dirigeantes de petites et moyennes entreprises (PME). Un atelier de renforcement des

capacités des femmes entrepreneures mauritaniennes se tient à Nouakchott, du 17 au 19 septembre 2024, et mettra l'accent sur les meilleures pratiques en matière d'exportation, de numérisation et d'approches respectueuses de l'environnement. « Soutenir les PME dirigées par des femmes est un moteur essentiel de la croissance inclusive et durable en Afrique du Nord. Mettre l'accent sur la numérisa-

tion, améliorer l'accès aux marchés et adopter des pratiques écologiques peut aider ces entreprises à devenir plus compétitives. Cela peut également promouvoir une transformation économique résiliente qui répond aux défis posés par le changement climatique », a déclaré Adam Elhiraika, directeur du bureau de la CEA pour l'Afrique du Nord. Ce projet est aligné sur plusieurs

objectifs de développement durable (ODD), notamment l'ODD 5 (égalité des sexes), l'ODD 8 (travail décent et croissance économique) et l'ODD 9 (industrie, innovation et infrastructure). Il soutient également l'objectif du Bureau de la CEA pour l'Afrique du Nord de renforcer la croissance et la compétitivité des PME ainsi que l'emploi dans la région. Selon le rapport distribué par le

groupe APO au nom de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA), l'atelier se déroule dans le cadre d'un programme plus large du Bureau pour soutenir les PME dirigées par des femmes en Afrique du Nord. Ce programme a déjà permis d'organiser des ateliers de formation similaires au Maroc au profit d'environ 350 femmes entrepreneures.

SAISON AGRICOLE 2024-2025 EN TUNISIE

Comment valoriser la production locale

Les dernières pluies salvatrices ont été accueillies favorablement par les Tunisiens, particulièrement dans le monde rural. Les précipitations ont concerné globalement toutes les régions agricoles du pays, du Nord au Sud. Elles ont permis de réduire le déficit hydrique comparative-ment à la même période de l'année dernière. Avec les dernières précipitations, peut-on s'attendre à une bonne saison agricole? En Tunisie, la pluie est toujours la bienvenue, quels que soient le moment de l'année et la région du pays. Outre son apport pour alimenter les cultures, elle a un effet sur la nappe phréatique et les eaux de surface. Mais les dernières intempéries restent insuffisantes pour inverser l'évolution de la prochaine saison agricole. L'adaptation aux calamités naturelles, notamment les épisodes récurrents de sécheresse qui impactent lourdement

le secteur agricole, est aujourd'hui l'une des priorités du ministère de l'Agriculture.

Adaptation aux aléas climatiques

Il s'agit en effet de soutenir les agriculteurs pour faire face aux situations difficiles engendrées par le déficit en précipitations. Les agriculteurs retrouvent le moral ces derniers jours. On a eu assez de pluies durant les dernières semaines, qui sont très bénéfiques pour l'année agricole et l'économie nationale, bien qu'elles ne soient pas suffisantes, mais très utiles du point de vue quantité, les barrages sont en train de se remplir et se régénérer. Cette augmentation de la capacité des barrages est un signe positif pour les réserves en eau dans les régions, qui avaient souffert de la sécheresse. Espé-

rons que cette tendance pluvieuse se maintiendra durant cette période automnale, sauvant ainsi la saison agricole. Les experts, eux, pointent du doigt le changement climatique, affirmant que le pays devient de moins en moins capable de se nourrir par lui-même et de plus en plus dépendant des importations.

200 000 hectares supplémentaires réservés au blé

En Tunisie, le blé est la principale céréale consommée. Alors que le pays dépend à hauteur de 80 % des importations pour ses besoins, l'ambition des acteurs de la filière est d'augmenter le niveau de la production locale. En effet, la culture du blé devrait être réalisée sur une superficie de 1,17 million d'hectares au cours de la campagne agricole 2024/2025, selon les

projections de la direction générale de la production agricole (Dgpa) du ministère de l'Agriculture. Cette prévision, si elle se réalise, enregistrera une augmentation de 200 000 hectares par rapport à la superficie qui y était consacrée au cours de la campagne précédente (972 000 hectares). D'après Mohamed Ali Ben Romdhane, représentant de la Dgpa, « le principal défi sera de faire face aux conditions climatiques marquées par la sécheresse persistante qui dure depuis plus de 5 ans. La faible pluviométrie, notamment au cours de la deuxième quinzaine de mars 2024, et la hausse des températures ont lourdement impacté les grandes cultures en 2023/2024. Pour cette nouvelle campagne, nous voulons orienter les agriculteurs à cultiver le blé dur dans la région de l'extrême nord et dans les superficies irriguées.

RWANDA

La croissance du PIB réel a atteint 9,7 % au 1^{er} trimestre 2024

Entre le 1^{er} janvier et le 31 mars de l'année en cours, la croissance économique a été essentiellement tiré par l'augmentation de la consommation des ménages et la hausse des investissements.

Le PIB réel du Rwanda a progressé de 9,7 % au premier trimestre 2024, dépassant ainsi le taux de croissance moyen de 8,2 % enregistré en 2023, a annoncé la Banque mondiale dans un rapport publié ce mardi 17 septembre 2024. « Une consommation des ménages robuste, qui reflète certaines améliorations sur le marché du travail, ainsi que des investissements importants ont été les principaux moteurs de la croissance au Rwanda au début de l'année 2024 », a indiqué l'institution, rappelant que ces performances ont été enregistrées dans un contexte marqué par un ralentissement de l'économie mondiale. L'inflation, qui a culminé à plus de 21 % en 2023, s'est depuis modérée, en raison notam-

ment du resserrement des politiques monétaires et de la baisse des prix des denrées alimentaires. En août 2024, le taux d'inflation est tombé à 5 % en glissement annuel pour se situer dans la fourchette cible de la Banque nationale du Rwanda. Intitulé « Acceleratingskillsdevelopment to fosterprivatesectorgrowth in Rwanda », le rapport précise que le marché du travail rwandais a connu une forte reprise, avec plus de 500 000 nouveaux emplois créés au quatrième trimestre 2023, ce qui marque la réduction la plus importante du chômage depuis fin 2019. « L'expansion du marché du travail au Rwanda a été généralisée, les femmes en bénéficiant légèrement plus que les hommes. Pour tirer parti de sa jeunesse,

le Rwanda doit accroître la participation de la population active, car 2,8 millions des 8,1 millions de personnes en âge de travailler sont employées à plein temps », a déclaré Calvin DjiofackZebaze, économiste principal de la Banque mondiale pour le Rwanda. Le rapport souligne par ailleurs que le développement des compétences est crucial pour stimuler la croissance du secteur privé dans le pays, estimant que des efforts significatifs sont nécessaires pour augmenter l'investissement public dans l'éducation, en particulier dans l'enseignement et la formation techniques et professionnels (EFTP) et dans l'enseignement supérieur, et assurer une meilleure adéquation entre les diplômés et les besoins du marché du travail.

MOZAMBIQUE

Le terminal céréalier du port de Maputo abritera 4 nouveaux silos

Au Mozambique, le terminal céréalier du port de Maputo est l'un des plus importants du pays. Il joue un rôle central dans l'importation et l'exportation de grains, facilitant le commerce non seulement au sein du pays, mais aussi avec des pays voisins comme l'Afrique du Sud et le Zimbabwe. La Maputo Port Development Corporation (MPDC), en charge de la gestion du principal port du Mozambique, a conclu un accord

avec la société en charge de la gestion du terminal céréalier du port de Maputo (MGT) et le minotier MEREC Industries. L'annonce a été faite dans un communiqué publié le 13 septembre sur le site de la MPDC. Ce partenariat porte sur la mise en œuvre d'un projet visant à augmenter la capacité du terminal céréalier du port de Maputo. D'un coût total de 5 millions \$, ledit projet prévoit concrètement la construction de 4 nouveaux silos à

grains d'une capacité combinée de 20 000 tonnes ainsi que l'amélioration de l'infrastructure ferroviaire afin d'optimiser la logistique et l'efficacité du terminal. La construction des nouveaux silos est prévue pour durer 18 mois. « Avec l'expansion prévue, cette phase du projet comprendra l'extension des services de manutention à d'autres producteurs de céréales, ainsi que l'exploration de nouvelles opportunités pour l'exportation et le transit de céréales

destinées aux pays voisins et au marché international », peut-on lire dans le communiqué. Une fois réalisé, ce projet devrait permettre d'augmenter la capacité de stockage en silos du terminal de 80 % pour atteindre 45 000 tonnes alors que la capacité de manutention devrait passer de 170 000 tonnes à 350 000 tonnes par an à terme. Selon les données officielles, le terminal céréalier de Maputo a manutentionné 166 000 tonnes de grains en 2023.

NIGERIA

L'État du Niger signe un accord pour la commercialisation du soja

Au Nigeria, l'État du Niger est l'un des principaux fournisseurs de soja du pays avec Benue, Kaduna, Kano, et Taraba. Le gouvernement de l'État compte sur une nouvelle opportunité commerciale pour accroître son potentiel de production de la graine oléagineuse. Au Nigeria, le gouvernement de l'État du Niger vient de signer un protocole d'accord avec la société turque Direkci Group pour la commercialisation de soja. L'annonce a été faite dans un communiqué publié sur le site du gouvernement de

l'État, le 16 septembre. Ledit accord porte sur la fourniture d'un stock de 5 millions de tonnes de soja pour une valeur totale de 2 milliards \$ sur une période de 10 ans. Dans le cadre de ce partenariat, l'entreprise d'agrobusiness Niger Foods contrôlée par le gouvernement de l'État s'engage à fournir 500 000 tonnes de soja par an pour 200 millions \$, à la société turque, avec l'appui de son réseau d'agriculteurs. « Cet accord permettra aux agriculteurs locaux de se prendre en charge en garantissant un marché

d'écoulement sûr pour leurs produits. Nous leur fournirons des semences et des engrais pour améliorer leur productivité », a déclaré Sammy Adigun, président de l'entreprise Niger Foods. Selon le responsable, Direkci Group envisage aussi d'installer et de développer une ferme agricole irriguée de 30 000 hectares consacrée à la culture de soja à Adunu, dans la zone de gouvernement locale de Paikoro. La société ambitionne également de développer un projet d'élevage de volaille dans l'État.

GUINÉE
Un nouvel investisseur finance le développement du projet d'or Kada

Le projet aurifère guinéen Kada héberge 923 000 onces, selon une estimation de 2023. Son propriétaire AsaraResources prévoit le lancement d'une campagne d'exploration d'ici la fin de l'année, en vue d'améliorer cette première estimation de ressources minérales. En Guinée, l'australien AsaraResources a annoncé le 17 septembre, un placement d'actions visant à lever 950 000 dollars pour le développement de son projet aurifère Kada. Le financement provient de Barbet L.L.C FZ, un nouvel investisseur qui acquiert ainsi une participation d'environ 12 % dans Asara. « Barbet LLC FZ est composée d'une équipe d'experts qui ont fait leurs preuves dans le développement de projets en Afrique de l'Ouest, y compris en Guinée. Nous sommes impatients de collaborer avec eux et de tirer parti de leurs connaissances approfondies et de leur compréhension de la Guinée pour faire avancer le projet Kada », a commenté Tim Strong, DG d'Asara. Soutenue par cet investissement, notons qu'Asara devrait lancer une campagne d'exploration au quatrième trimestre 2024 sur le projet Kada, en vue d'améliorer la première estimation de ressources minérales. Publiée en octobre 2023, elle montre que le projet Kada héberge au moins 923 000 onces d'or. L'amélioration de l'estimation de ressources minérales pourrait conduire prochainement à une étude exploratoire, a indiqué Asara dans un document de projet. Selon ce document datant de février 2024, les principaux actionnaires d'Asara sont Capital DI, BPM Investments et JetoseaPty Ltd, avec respectivement 17,42 %, 7,32 % et 6,49 %.

AGRICULTURE

La BAD accorde 102 millions \$ pour les agriculteurs de Guinée, du Sénégal et du Togo

Le Conseil d'administration du Groupe de la Banque africaine de développement a approuvé un financement de 102,79 millions de dollars en faveur du Programme multinational de promotion des chaînes de valeur agricoles durables dans les zones spéciales de transformation agro-industrielle (SAPZ) couvrant la Guinée, le Sénégal et le Togo. Ce programme élargit l'intégration du changement climatique et de la réduction des émissions de gaz à effet de serre dans trois projets de SAPZ actuellement mis en œuvre dans les trois pays participants, à savoir : le Projet de transformation agro-industrielle du Togo ; Sénégal Agropole-Sud ; et le Programme de développement des zones spéciales de transfor-

mation agro-industrielle de Boké et Kankan en Guinée. Le programme soutient des petits systèmes d'irrigation couvrant au moins 39 179 hectares et la fourniture de 2,59 mégawatts (MW), soit la totalité de l'énergie solaire nécessaire au pompage de l'eau ; il finance aussi l'installation de petits équipements d'énergie renouvelable d'une capacité cumulée de 14,69 MW et la fourniture de 10,24 MW d'énergie à partir du biogaz généré par des biodigesteurs pour un volume cumulé de 24 576 m3 afin de traiter les déjections du bétail et de générer du biogaz pour la production d'électricité. Le programme appuie l'adoption de pratiques et de technologies agricoles rési-

lientes au climat par les acteurs de la chaîne de valeur agricole (petits exploitants agricoles, sociétés coopératives agricoles et associations de producteurs locaux), couvrant environ 40 000 hectares de terres. Par ailleurs, le programme soutient le développement d'environ 40 000 hectares d'agroforesterie pour séquestrer le carbone ainsi que des activités visant à améliorer les services d'information climatique (création et expansion d'un réseau de stations agrométéorologiques et pluviométriques, déploiement de technologies pour renforcer les services d'information climatique et les systèmes d'alerte précoce, etc.). Enfin, le programme complète d'autres

actions en faveur de l'égalité de genre déjà en cours dans les projets SAPZ actuellement menés dans les trois pays. Il permettra aux femmes d'accéder à des techniques innovantes d'irrigation à petite échelle et d'établir des liens entre exploitants agricoles et entreprises coopératives de transformation. Il leur permettra également d'accéder à des services d'information climatique et à des systèmes d'alerte précoce et d'avoir accès à des technologies de séchage, de transformation et d'emballage à faible émission de carbone. Le programme devrait bénéficier directement à 1 104 728 agriculteurs, et indirectement à 5 612 415 au total. Au moins 50 % des bénéficiaires seront des femmes.

POINT-MARCHÉS

Les Bourses mondiales en ordre dispersé avant la Fed

Les Bourses mondiales évoluent sans direction claire mercredi, dans l'incertitude sur l'ampleur des très attendues baisses de taux directeurs de la Réserve fédérale américaine (Fed).

En Europe, Paris (-0,01%), Francfort (+0,01%) et Milan (-0,01%) étaient à l'équilibre vers 07H30 GMT. Londres était en légère baisse de 0,17%. A Wall Street, le Dow Jones (-0,04%) et l'indice élargi S&P 500 (+0,03%) ont fini proches de l'équilibre, tandis que l'indice Nasdaq a pris 0,20%. Les Bourses asiatiques évoluaient dans le vert, à l'instar de l'indice de Shenzhen (+0,11%) et de Shanghai (+0,49%). Le Nikkei a lui clôturé en hausse de 0,49% mardi. Après un cycle de onze hausses, la Fed doit débiter mercredi un assouplissement de sa politique monétaire, alors que ses taux se situent depuis juillet 2023 au plus haut depuis deux décennies. "La Fed va enfin répondre à la question qui domine les marchés depuis plusieurs semaines: va-t-elle débiter son cycle de baisse des taux avec une baisse modérée de 0,25 point ou une baisse plus importante de 0,50 point?", résume Xavier Chappard, stratège chez LBP AM. Un scénario de baisse de 50 points de base avait emporté la majorité du consensus des analystes ces derniers jours, portant les marchés actions, sur fond de craintes de ralentissement économique aux États-Unis et d'une inflation au plus

bas depuis 2021. Mais deux indicateurs économiques meilleurs qu'annoncés ont finalement modéré ce constat mardi. Les ventes de détail ont augmenté de 0,1% sur un mois en août, alors qu'une contraction de 0,2% était anticipée, tandis que la production industrielle a augmenté de 0,8% sur un mois, son rythme le plus rapide depuis février, sensiblement au-dessus des 0,2% anticipés. Dans ce contexte, les taux de l'emprunt américain sur deux ans s'établissaient à 07h30 GMT à 3,60%, stable par rapport à la veille. Sur dix ans, ils restaient également au même niveau que mardi, à 3,64%. La devise américaine était en petite baisse face à l'euro (-0,10%) à 1,1125 dollar pour un euro. "Les orientations de la Fed sont toujours entourées d'incertitudes et les traders se préparent pour la suite. Les différents scénarios possible mettent tout le monde sur les nerfs", relève John Plassard, spécialiste en investissements pour Mirabeau. Les investisseurs européens scruteront également lors de la séance la publication de la seconde estimation de l'inflation d'août en zone euro à 9H00 GMT. Autre temps fort de la semaine: la réunion

de la Banque d'Angleterre (BoE) jeudi, alors que l'inflation au Royaume Uni est restée stable sur un an en août, à 2,2%, selon des données publiées mercredi. Suivra celle de la Banque du Japon (BoJ) vendredi, sur fond de divergences de plus en plus importantes de sa politique monétaire avec ses homologues. Selon les analystes, la BoJ devrait maintenir le taux d'intérêt inchangé, après l'avoir relevé fin juillet. Meyer Burger supprime 200 postes Le fabricant suisse de panneaux solaires Meyer Burger (+7,50%) a annoncé mercredi la suppression de 200 postes dans le cadre d'un projet de restructuration ainsi que le départ de son directeur général et de son directeur financier. Le groupe - qui avait été fortement secoué en Bourse fin

août après l'annonce d'un changement de stratégie et la préparation d'un programme de restructuration - compte ramener ses effectifs à 850 personnes d'ici à fin 2025, contre 1.050 actuellement, indique-t-il dans un communiqué. Le pétrole baisse Le pétrole repart à la baisse, les marchés étant rattrapé par leurs inquiétudes sur la demande, malgré le regain de tension au Moyen-Orient suite à l'explosion de centaines de bipeurs de membres du mouvement libanais pro-iranien Hezbollah. Vers 07H30 GMT, le prix du baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en novembre perdait 0,52%, à 73,31 dollars. Le baril de West Texas Intermediate (WTI) américain avec échéance en octobre reculait de 0,57%, à 70,78 dollars.

WALL STREET Ouverture prudente avant le verdict de la Fed

La Bourse de Paris devrait peu varier mercredi matin, après ses gains des dernières séances, dans des marchés paralysés à quelques heures des décisions très attendues de la Fed. A 8h15, le contrat 'future' sur l'indice CAC 40 - livraison fin septembre - grignote 3,8 points à 7494,8 points, laissant entrevoir une ouverture sans grand changement. Si la Réserve fédérale devrait officialiser ce soir la fin de sa politique monétaire restrictive en annonçant une première baisse de taux depuis mars 2020, les paris demeurent serrés à l'approche de son communiqué. Le reflux de l'inflation et le ralentissement du marché du

travail aux Etats-Unis plaident en faveur d'un assouplissement, mais la bonne résistance de la croissance milite plutôt pour une réduction limitée du loyer de l'argent. Après les propos tenus ces derniers temps par plusieurs responsables de la Réserve fédérale, les marchés estiment à 63% la probabilité d'une baisse de taux de 50 points ce soir, selon l'outil FedWatch du CME Group. Mais l'hypothèse d'une réduction plus faible de 25 points n'est pas encore totalement écartée, puisqu'elle reste jugée crédible par 37% des intervenants. Au vu de la récente remontée des Bourses mondiales, une baisse de 75 points de base

semble néanmoins déjà largement actée dans les cours. A Paris, l'indice CAC 40 a gagné plus de 0,5% à 7487,4 points hier soir, ce qui lui permet d'afficher une hausse de 1,8% depuis le 6 septembre. A Wall Street, le Dow Jones comme le Nasdaq ont établi de nouveaux plus hauts historiques hier. Mais avec des anticipations aussi élevées, le risque de déception est tout aussi grand. 'Les données historiques laissent toutefois penser que les marchés d'actions affichent de meilleures performances après une première baisse de taux de 25 points de base que de 50', rappellent les stratèges de Barclays.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN				
Cours du : 17 Septembre 2024				
Valeur : 19 Septembre 2024				
BASE	DEVISES		COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR	132.2672	132.2822
1	EUR	EURO	146.7505	146.7936
1	GBP	POUND STERLING	174.7717	174.8146
100	JPY	JAPANESE YEN	94.1404	94.1577
1	CNY	CHINESE YUAN	18.6439	18.6497
1	CHF	SWISS FRANC	156.7704	156.8812
1	CAD	CANADIAN DOLLAR	97.3269	97.3737
1	DKK	DANISH KRONE	19.7343	19.7374
1	SEK	SWEDISH KRONA	13.0196	13.0232
1	NOK	NORWEGIAN KRONE	12.5184	12.5234
1	AED	UAE DIRHAM	36.0097	36.0177
1	SAR	SAUDI RIYAL	35.2412	35.2471
1	KWD	KUWAITI DINAR	433.8052	433.9967
1	TND	TUNISIAN DINAR	43.2810	43.7160
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM	13.5566	13.5581
1	LYD	LIBYAN DINAR	27.0209	27.1593
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA	3.3309	3.3413
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS	178.7791	178.7791

L'Europe dans le rouge avant les décisions de la Fed

Les principales Bourses européennes sont en léger repli mercredi en matinée dans un contexte d'attente avant les décisions de politique monétaire de la Réserve fédérale américaine (Fed). À Paris, le CAC 40 perd 0,08% à 7.481,33 points vers 07h45 GMT. À Londres, le FTSE 100 abandonne 0,17% et à Francfort, le Dax reflue de 0,09%. L'indice EuroStoxx 50 décline de 0,10%, le FTSEurofirst 300 de 0,14% et le Stoxx 600 de 0,18%. Les contrats à terme à Wall Street préfigurent une ouverture pratiquement stable au lendemain d'une séance déjà atone. Les experts des marchés sont toujours partagés entre une baisse de 25 ou 50 points de base des taux des fonds fédéraux de la Fed, qui

rendra sa décision de politique monétaire à 18h00 GMT. Kristina Clifton, analyste à la Commonwealth Bank of Australia, s'attend à une réduction des taux d'un quart de point de la part de la Fed, dit-elle, "parce que l'histoire montre que le FOMC (Comité de politique monétaire de la Fed) a besoin d'une bonne raison pour commencer son cycle de baisse avec une baisse de plus de 25 points de base". "Une baisse de 50 points de base qui effraierait les marchés quant aux perspectives économiques américaines pourrait faire monter le dollar, car il s'agit d'une monnaie refuge", a-t-elle ajouté. Un affermissement du dollar pèserait en outre sur les matières premières. En attendant, le rendement des bons

du Trésor américain à dix ans est pratiquement inchangé, à 3,6493%, après être tombé la veille en séance à 3,599%, son niveau le plus bas depuis mai 2023. En Europe, le marché attend les chiffres définitifs de l'inflation en zone euro à 09h00 GMT. En Grande-Bretagne, l'inflation globale s'est stabilisée à 2,2% sur un an en août, mais l'inflation des services a accéléré à 5,6% contre 5,2% en juillet, alors que la Banque d'Angleterre (BoE) se réunit jeudi. Elle devrait laisser ses taux directeurs inchangés après les avoir abaissés le 1er août. "L'inflation au Royaume-Uni reste modérée, même si les éléments sous-jacents continuent de progresser (...), les chiffres d'aujourd'hui suggèrent que la banque centrale ne

sera pas pressée de procéder à des assouplissements consécutifs de sa politique monétaire", écrit Jeremy Batstone-Carr, stratège chez Raymond James. Aux valeurs, Carmat plonge à Paris de près de 12%, le fabricant de coeurs artificiels ayant annoncé une nouvelle augmentation de capital pour un montant initial de 10,3 millions d'euros. Valneva prend 2,1% après avoir soumis des demandes d'élargissement de l'indication de son vaccin contre le chikungunya à l'Agence européenne des médicaments et Santé Canada. Ailleurs en Europe, Campari chute d'environ 5% à 7,2 euros, au plus bas depuis juillet 2020, à la suite de l'annonce du départ inattendu de son

administrateur délégué Matteo Fantacchiotti après seulement cinq mois à ce poste. Reckitt Benckiser avance de 1,4%, des informations de presse faisant état de discussions préliminaires en vue de la vente de ses actifs dans les produits d'entretien de la maison. Novo Nordisk recule de 2,2%, son traitement contre le diabète Ozempic devrait figurer "très probablement" sur la liste des traitements dont le tarif sera négocié dans le cadre d'une couverture Medicare en 2027 aux États-Unis, selon l'agence Bloomberg. Sur le plan sectoriel, le compartiment des nouvelles technologies (-0,73%) accuse l'une des plus fortes baisses du Stoxx 600 sur des prises de bénéfice.

ETATS-UNIS

Donald Trump galvanise ses partisans après sa tentative d’assassinat

Donald Trump en a appelé mardi à la ferveur de ses partisans, deux jours après avoir été visé par une deuxième tentative d'assassinat. Sa rivale démocrate, Kamala Harris, a appelé l'ancien président « pour lui dire directement qu'elle était heureuse qu'il soit sain et sauf », selon la Maison Blanche.

Donald Trump compte bien surfer sur la vague de sa deuxième tentative d'assassinat. L'ancien président américain en a appelé mardi à la ferveur de ses partisans, deux jours après ce nouvel incident. « Seuls les présidents importants se font tirer dessus ! », a-t-il déclaré à Flint, dans le Michigan. Pour rappel, le candidat républicain se trouvait dimanche après-midi sur le parcours de son club de golf en Floride (sud) quand plusieurs agents du Secret Service ont « ouvert le feu sur un homme armé » qui se trouvait près du bord du terrain. L'homme, identifié comme étant Ryan Routh, n'a pas tiré selon la police, puis a été arrêté. Le républicain a fait un lien entre cette tentative et ses projets de lourdes taxes sur les importations automobiles en provenance du Mexique et de la Chine, s'exprimant dans une ville laissée exsangue par la fermeture d'usines automobiles. « Et après on se demande pourquoi je me fais tirer dessus », a lancé le candidat de 78 ans. Sa rivale démocrate Kamala Harris, en dé-

placement en Pennsylvanie, qui est comme le Michigan un État décisif pour l'élection du 5 novembre, a appelé mardi l'ancien président « pour lui dire directement qu'elle était heureuse qu'il soit sain et sauf », a indiqué un responsable de la Maison Blanche. La conversation a été « cordiale et brève », selon la même source. La démocrate s'est montrée « on ne peut plus aimable » pendant cet appel, a jugé Donald Trump mardi. « Je lui ai dit ce que j'avais déjà déclaré publiquement : il n'y a pas de place pour la violence dans notre pays », a ensuite rapporté la démocrate de 59 ans lors d'un entretien à Philadelphie avec une association de journalistes noirs (NABJ). Lundi, Donald Trump avait jugé que le suspect arrêté dimanche en Floride pour la tentative d'assassinat présumée à son encontre, « adhérerait au discours de Biden et Harris et a agi en conséquence ». « À cause de ce discours de la gauche communiste, les balles sifflent et cela ne va faire qu'empirer », avait lancé le candidat républicain, qui n'a pas répété ces accusations mardi à Flint.

En sauveur de l’industrie automobile

Pendant sa réunion publique dans le Michigan, Donald Trump s'est par ailleurs présenté en sauveur de l'industrie automobile face à la concurrence étrangère et a déclaré : « Si une tragédie se produit et que nous ne gagnons pas, il n'y aura aucun emploi automobile, aucun emploi industriel. » Il a aussi répliqué aux attaques du camp adverse sur ses digressions parfois incohérentes : « Je réponds avec des phrases et des paragraphes longs et parfois très complexes, mais tout se tient ». « Ce ne sont pas des divagations, c'est du génie », a lancé le républicain, peu après s'être lancé dans un dégagement sur l'exploitation d'hydrocarbures lors duquel il a évoqué un gisement à « Bagram en Alaska », qui serait « plus grand que toute l'Arabie Saoudite ». Donald Trump a apparemment fait une confusion entre la base aérienne de Bagram en Afghanistan et une zone située en Alaska, appelée Arctic National Wildlife Refuge (ANWR).

ALLEMAGNE

Le gouvernement promet des milliards d’euros pour aider à développer ses start-ups

Le gouvernement allemand et des investisseurs privés se sont engagés mardi à travailler ensemble pour injecter des milliards d'euros dans le financement de start-ups au cours des prochaines années, afin de les aider à rester dans le pays. Dans le cadre de ce nouveau programme baptisé «WIN», Berlin a obtenu de la part d'investisseurs privés environ 12 milliards d'euros de promesses de fonds d'ici à 2030 destinés à aider le développement des

jeunes pousses en Allemagne. L'initiative a été co-signée par le gouvernement, le prêteur public KfW ou encore des grandes sociétés comme Allianz, Commerzbank et Deutsche Bank. Les jeunes entreprises ont besoin de «meilleures options de financement» pour pouvoir se développer en Allemagne et en Europe, au lieu d'être obligées de se délocaliser dans des pays comme les États-Unis pour trouver des capitaux, a estimé le chancelier allemand Olaf

Scholz. L'initiative «mobilisera des investissements privés dans le capital-risque, les start-ups et les technologies innovantes», a expliqué Olaf Scholz. «Le renforcement de notre compétitivité et de notre souveraineté technologique est d'une importance capitale» à une époque où les relations géopolitiques se modifient, a-t-il ajouté. Pour le ministre allemand des Finances Christian Lindner, le gouvernement doit créer des conditions propices à la prospé-

rité des entreprises, sans recourir à «toujours plus de subventions». «Ce n'est que si nous parvenons à mobiliser davantage de capitaux privés que nous créerons de la croissance supplémentaire», a-t-il analysé. Près de 1400 start-ups ont été créées en Allemagne au cours du premier semestre 2024, soit une augmentation de 15% par rapport au semestre précédent, selon des statistiques gouvernementales.

ROYAUME-UNI

Malgré une inflation stable, statu quo attendu sur les taux

L'inflation britannique s'est maintenue à 2,2% sur un an en août, un niveau qui ne devrait pas conduire la Banque d'Angleterre à une nouvelle baisse de ses taux jeudi, selon les analystes. La banque centrale a déjà réduit ses taux début août pour la première fois depuis 2020, à 5% contre 5,25% auparavant, mais a dit vouloir poursuivre avec prudence le desserrement monétaire. Sa nouvelle décision sera connue jeudi à la mi-journée, au lendemain de celle très attendue de la Fed outre-Atlantique, qui devrait annoncer mercredi soir une baisse des taux pour la première fois depuis 2020. La Banque centrale européenne a quant à elle abaissé ses taux pour la deuxième fois en trois mois le 12 septembre. Ces 2,2% d'inflation, dévoilés par l'Office national des statistiques (ONS), devraient soutenir «les prédictions selon lesquelles la Banque d'Angleterre maintiendra ses taux», d'autant plus que l'inflation sous-jacente (qui exclut les produits aux prix les plus volatils) a, elle, augmenté à 3,6% sur un an contre 3,3% en juillet, relève Richard Carter, analyste chez Quilter Cheviot.

Pas de quoi perturber la banque d’Angleterre

Un point de vue partagé par Yael Selfin, économiste chez KPMG UK, qui dit aussi s'attendre à ce que l'inflation «continue à augmenter dans les mois à venir, alimentée indirectement par l'impact de la hausse des prix de l'énergie». Celle-ci est même «susceptible d'atteindre un pic d'environ 3% au début de l'année», avant «de revenir à son niveau cible» fin 2025, ajoute l'économiste. Les données du jour «ne suffiront pas à déclencher une baisse surprise des taux demain», renchérit Sanjay Raja, analyste de Deutsche Bank, qui prévoit plutôt «un nouvel assouplissement de la politique restrictive en novembre». Dans le détail, la stabilité de l'inflation en août au Royaume-Uni s'explique par le fait que plusieurs «fluctuations de prix se sont contrebalancées», selon Grant Fitzner, chef économiste à l'ONS. «Les tarifs aériens, en particulier vers les destinations européennes, ont enregistré une forte hausse mensuelle, après une baisse à la même époque de l'année dernière», explique-t-il. «Cette hausse a été compensée par la baisse des prix à la pompe et la diminution des coûts dans les restaurants et les hôtels.»

BRAS DE FER UE-CHINE

La filière du cognac se mobilise face à la menace de taxes chinoises

Pour la première fois depuis 1970, les producteurs de cognac ont manifesté mardi contre la menace de surtaxes chinoises sur les eaux-de-vie européennes à base de vin, refusant de faire les frais du bras de fer sino-européen sur les voitures électriques. Ce sont quelque 800 personnes qui se sont réunies à la mi-journée devant la sous-préfecture de Cognac, accompagnées d'une centaine de tracteurs, selon la préfecture de Charente. «Il y a urgence. Dès que l'Europe se sera positionnée sur les voitures électriques, les

taxes seront démitives et mettront en péril l'activité entière de la filière», craint Anthony Brun, président de l'UGVC. Dans un contexte de tensions commerciales entre la Chine et l'Union européenne (UE), Pékin a lancé en janvier une enquête sur les eaux-de-vie à base de vin importées de l'Union européenne, ripostant à une enquête de Bruxelles sur les subventions chinoises aux voitures électriques. Fin août, Pékin a dit avoir trouvé des preuves de dumping en excluant «pour le moment» d'imposer des droits de

douane temporaires aux «brandy» européens - dont près de 95% de cognac. Les maisons de négoce ont récemment reçu des «notifications d'intentions de taxes», selon Florent Morillon, président du Bureau national interprofessionnel du cognac, qui indique qu'elles pourraient être de l'ordre de 35% en moyenne. «Depuis un an déjà, nous alertons les autorités françaises et européennes sur ce risque et sur la nécessité qu'il y avait de stopper l'engrenage infernal dont nous sommes victimes sans aucunement en être la cause (...) Nous n'avons pas été écoutés», écrit le porte-

parole des viticulteurs dans un courrier adressé au nouveau Premier ministre Michel Barnier et remis mardi en sous-préfecture. Une rencontre avec Matignon a été actée «sur le principe», selon l'interprofession. «Les autorités françaises et européennes ont décidé de nous sacrifier, déplore l'UGVC. Peu importe nos emplois, notre poids dans l'économie du territoire, notre apport au commerce et à l'image de la France.» L'interprofession juge également «insupportable et inadmissible d'être pris en otage».

Dongfeng lance le Voyah Courage en Europe



Avec le SUV électrique Voyah Courage, Dongfeng entend concurrencer le Tesla Model Y sur le marché européen dès 2025.

Le Dongfeng Voyah Courage, présenté par le constructeur chinois Dongfeng en septembre 2024 à Turin, marque une nouvelle étape dans la stratégie de la marque pour percer sur le marché européen, après l'annonce de la commercialisation de la petite citadine électrique Nammi Box, dont 2000 exemplaires sont d'ores et déjà en transit pour le Vieux Continent. Ce SUV entièrement électrique de taille moyenne vient compléter la gamme premium de Voyah, qui inclut déjà des modèles tels que le SUV Free et la berline Passion. Le Courage se positionne comme un concurrent direct du Tesla Model Y, avec un prix d'environ 50 000 €.

Un style sans audace

Sur le plan du style, ce Dongfeng Voyah Courage mélange classicisme et gimmicks plus originaux. Les volumes généraux sont bien ceux d'un SUV classique – comprenez pas de profil de SUV-Coupé – avec des montants de pare-brise et un toit contrasté noir tandis que la proue se veut étonnamment « thermique » avec une grande calandre, certes pleine mais qui masque une prise d'air connectée à un extracteur sur le capot pour soigner l'écoulement de l'air. Les feux diurnes sont fins, horizontaux et reliés par un fin bandeau led tandis que les phares principaux sont hébergés dans les prises d'air latérales. Les jantes presque pleines présentent un look plus organique. On remarquera les flancs sculptés façon MG pour les ailes et avec un « Z » dessiné sur la partie basse et les jupes latérales. Enfin, un « aileron de requin » singe le montant C à l'arrière.

Spécifications et autonomie

Le Voyah Courage, qui sera disponible en 2025, est légèrement plus petit que le Tesla Model Y, mesurant 4725 mm de long, 1900 mm de large et 1650 mm de haut. Il sera proposé avec une motorisation de 210 kW/286 ch en version propulsion, offrant une autonomie de 470 km grâce à une batterie de 80 kWh. Une version à transmission intégrale sera aussi disponible, avec une autonomie de 440 km. Dongfeng travaille également sur une variante haut de gamme avec une architecture électrique en 800 V et une batterie de 110 kWh, promettant une autonomie impressionnante proche de 800 km. Avec cette nouvelle gamme, Dongfeng ambitionne de séduire un public européen plus large, mais le marché reste compétitif, notamment face à Tesla, qui a récemment baissé les prix du Model Y. Le succès de ce modèle dépendra notamment de sa capacité à se démarquer sur le plan des performances et de l'autonomie, dans un marché de plus en plus concurrentiel qui a vu débarquer récemment les Cupra Tavascan, Ford Capri et XPeng G6.

SEGMENT DES PETITS UTILITAIRES Iveco et Hyundai présentent le premier châssis-cabine électrique

À l'occasion du Salon d'Hanovre, Iveco vient de présenter, en partenariat avec Hyundai, l'eMoovy, un châssis-cabine 100 % électrique qui s'inscrit dans le segment des utilitaires entre 2,5 et 3,5 tonnes.



Hyundai et Iveco, c'est un partenariat qui pourrait rapporter gros à court et moyen terme. En effet, le constructeur italien d'utilitaire et la firme coréenne viennent de présenter à l'occasion du Salon d'Hanovre, l'eMoovy, le premier châssis-cabine 100 % électrique du segment des utilitaires entre 2,5 et 3,5 tonnes. Ce modèle sera affublé du logo Iveco et sera vendu comme tel en Europe. Le véhicule repose sur la nouvelle plateforme eLCV, une plateforme mondiale que nous retrouverons bientôt sur beaucoup d'autres modèles 100 % électriques. L'eMoovy mesure 5,32 mètres de long, et jusqu'à 5,80 mètres dans sa version la plus grande. Châssis-cabine oblige, il sait tout faire et sera adapté à la majorité des activités, de la livraison urbaine au transport frigorifique jusqu'aux bennes de chantiers. Le volume utile peut atteindre jusqu'à 10 m³ et la charge maximale est de 1,5 tonne.

Une autonomie moyenne, mais une recharge ultra-rapide

En termes d'autonomie, et donc de batteries, Iveco laisse le choix, avec deux packs d'une capacité de 63 kWh et 76,1 kWh. Iveco ne précise pas l'autonomie de la première batterie, mais la plus grosse permet de faire jusqu'à 320 km avec une seule charge. Ce n'est pas la panacée, mais cela suffira à n'importe quel professionnel en usage urbain et péri-urbain. La batterie la plus petite permettra sans doute de faire environ 270 km et de réduire la facture finale au moment de l'achat.

L'eMoovy est équipé du système électrique éprouvé de Hyundai, emprunté au plus grand SUV élec-



trique du groupe, et doté d'un système de charge ultra-rapide basé sur une architecture 800 volts. Même les Tesla, à l'exception du Cybertruck, n'ont pas le droit à ce type d'architecture. Plus concrètement et avec des chiffres, en matière de recharge, cela permet de regagner 100 km d'autonomie en seulement 10 minutes grâce à une puissance de charge en crête pouvant atteindre 350 kW.

En plus de ses capacités de recharge ultra-rapide, l'eMoovy se distingue par son système de gestion de batterie. Cette technologie assure la sécurité et la durabilité du véhicule grâce à des capteurs surveillant en temps réel l'état de la batterie. De quoi aussi permettre aux gestionnaires de flotte de garder un œil à distance sur ses véhicules. L'eMoovy propose également des fonctions avancées de chargement/déchargement pour recharger et alimenter de petits objets, par exemple, comme des outils pour un professionnel et même un vélo ou une trottinette électrique via le V2L.

Toujours plus proche d'un VP

À l'intérieur, vous avez peut-être remarqué une certaine filiation avec un autre modèle de chez Hyundai, en l'occurrence le monospace Staria. Un grand écran distille les informations de conduite au conducteur, tandis que des systèmes avancés d'aide à la conduite sont également de la partie, avec notamment l'alerte en cas de collisions frontales ou encore l'alerte de franchissement de ligne.

Rappelons que les normes en matière de sécurité pour les utilitaires s'est récemment renforcé, notamment depuis que l'organisme Euro NCAP a pointé du doigt certains manquements de la part de plusieurs utilitaires commercialisés sur le marché.

Quoi qu'il en soit, cette collaboration entre Hyundai et Iveco nous livre un premier vrai modèle en commun. Rappelons que ce partenariat remonte à 2022, et les deux constructeurs ont depuis déjà présenté eDaily à pile à combustible ou encore le bus E-WAY H2 en 2023. Iveco n'a pas annoncé de date de commercialisation pour l'eMoovy, mais il devrait arriver sur nos routes dans le courant de l'année 2025.

Plusieurs postes IT menacés par la GenAI

Développeurs, DBA, administrateurs système, techniciens de support. La GenAI menace un certain nombre d'emplois IT. Ou, à minima, va déboucher sur une remise à plat du contenu de ces postes.

2^e partie et fin



Il y aura également une demande croissante Data Scientists disposant d'outils de sélection et d'optimisation de modèles tels qu'AutoML, DataRobot et H2O.ai, qui automatisent une grande partie du pipeline de Machine Learning, depuis la préparation, le traitement et l'analyse des données jusqu'à la création et au déploiement des modèles, selon David Foote.

Rebond des embauches ?

À la différence des humains, les outils de GenAI peuvent passer au peigne fin des quantités massives de données, beaucoup plus rapidement qu'un spécialiste technique, ce qui permet aux outils automatisés d'identifier les problèmes très facilement, abonde Jack Gold, analyste principal chez J. Gold Associates. Alors que les licenciements dans les entreprises technologiques se sont multipliés au cours de l'année écoulée, David Foote pense que les entreprises vont commencer à repenser leurs stratégies d'embauche. Cela pourrait conduire, paradoxalement, à un emballement en matière d'embauche au cours des prochains mois. « Lorsqu'elles ont adopté l'automatisation, les entreprises ont fini par licencier du personnel, mais elles ont ensuite décidé que les compétences non techniques et les connaissances institutionnelles étaient importantes », rappelle David Foote. En effet, la technologie ne permet pas de créer de nouvelles idées de produits ou services ou de concevoir des stratégies commerciales ; ces tâches requièrent une réflexion critique. « Les entreprises pensaient pouvoir se

débarrasser des gens, mais il s'avère qu'elles ont besoin d'un noyau de personnes qui comprennent les nuances, glisse David Foote. Les organisations ont besoin de personnes qui savent comment communiquer de manière collaborative en utilisant des compétences verbales et non verbales - en particulier des personnes qui n'ont pas nécessairement un certain niveau de compétences techniques. Ce sont des personnes qui peuvent inspirer et motiver les autres. » Jack Gold partage cet avis : si l'IA remplacera certains développeurs de logiciels, principalement ceux se consacrant à des tâches routinières ou répétitives, les humains resteront nécessaires pour définir les programmes et fixer les paramètres. « Cela signifie que l'ingénieur logiciel sera plus productif et capable d'écrire plus de lignes de code, de sorte que le besoin d'embaucher des informaticiens pourrait diminuer quelque peu. Mais je ne pense pas que ce besoin disparaisse complètement », dit-il.

Indispensable intégration

Le contrôle de la qualité restera également nécessaire, soulignent les deux analystes. Jack Gold évoque le récent désastre de CrowdStrike. L'éditeur de logiciels de sécurité a admis avoir utilisé un processus automatisé pour diffuser une mauvaise mise à jour logicielle sur les ordinateurs Windows, ce qui a entraîné un crash en cascade touchant des entreprises dans le monde entier. « N'oubliez pas que la qualité de l'IA dépend du jeu de données sur lequel elle a été entraînée », glisse l'analyste. La GenAI créera également de nouveaux emplois. Par exemple, les nouveaux outils et la technologie de

Machine Learning doivent être intégrés aux systèmes d'entreprise traditionnels, ce qui nécessitera des spécialistes familiarisés avec les deux domaines. « L'intégration est un aspect important des efforts déployés par les entreprises », rappelle David Foote. Si certains craignent l'élimination pure et simple des développeurs, d'autres pensent que l'automatisation via la GenAI leur permettra, ainsi qu'à d'autres experts techniques, d'être plus créatifs plutôt que de se concentrer sur des tâches banales ou répétitives. Ainsi Tiago Cardoso, chef de produit chez Hyland Software, société de gestion de contenu assistée par l'IA, pense toujours que les outils d'IA générative devraient être utilisés pour accélérer les compétences en programmation et en codage, et non pour les remplacer. Et de citer une estimation du Bureau des statistiques du travail des États-Unis qui prévoit que les emplois de développeurs de logiciels augmenteront de 25 % entre 2021 et 2031.

Craintes exagérées ?

« Ces chiffres confirment la demande et le besoin en compétences de programmation, mais l'aisance dans l'utilisation de l'IA pour accélérer le codage sera une compétence recherchée par les employeurs, estime Tiago Cardoso. Les développeurs devraient se pencher sur les possibilités de perfectionnement et voir quels outils d'IA peuvent prendre en charge des tâches telles que le débogage, la correction de bogues et l'amélioration de la qualité du code en mettant en oeuvre un remaniement proactif, afin de se concentrer sur l'amélioration des compétences que les systèmes d'IA ne peuvent pas prendre en charge. »

« Les employeurs rechercheront des développeurs ayant la capacité et l'ouverture d'esprit nécessaires pour s'adapter à l'évolution du marché de la technologie », poursuit-il. Force est de constater que, même avec l'adoption en cours de la GenAI, le taux de chômage dans le secteur de la technologie est resté proche de ses plus bas niveaux historiques aux États-Unis. « Les évaluations les plus optimistes affirment que l'IA augmentera le nombre de travailleurs - peut-être les moins qualifiés - plutôt qu'elle ne les remplacera. D'autres estiment qu'il est plus difficile qu'il n'y paraît de remplacer les salariés parce que les emplois sont des ensembles de tâches et que l'IA pourrait ne pas être en mesure de les accomplir toutes de manière transparente », a récemment écrit Philipp Carlsson-Szlezak, économiste en chef au sein du Boston Consulting Group.

Jack Gold estime également que les estimations concernant le nombre d'emplois que l'IA générique finira par supprimer sont exagérées. Selon lui, il est plus probable que les travailleurs soient plus productifs et que les entreprises n'aient pas besoin d'embaucher autant de personnel. « Et cela pourrait permettre aux entreprises de réaffecter des salariés à des fonctions plus stratégiques, souligne-t-il. En fait, je ne pense pas que la suppression d'emplois, si elle se produit de manière importante, se produira avant deux ou trois ans, car il y a encore beaucoup de travail de débogage à faire pour rendre les programmes d'IA réactifs, efficaces et efficients. Ce n'est pas aussi facile que ce que les gens pensent. »

Mots fléchés

Lamen- tables		Mesure agraire		Ancienne Allemagne		Dépar- tement français		Surnomme le vieillard de la mer		Astate			Lac italien
Bal de bas étage		Où l'on peut voguer		Lentille bâtarde		Allongé		Vigilance					
											Paresseux		
											Poinçon		
Chroni- queur										Planche de chêne			
Dessous, la plage					Fictive								
					Rappel								
Bismuth			Grande école	Elle peut-être de comptoir						Classement aux échecs			
Pays de Maghreb				Subsistent						Acrimonie			
							Hautaine		Cancre				Sport de lutte japonais
									Pluriel de leu				
Homme politique portugais						Enregis- trées des vues							
Maisons russes													
					Espionnée						Connu		
					Région espagnole						Colorant orange-rosé		
Ambition- nera	Les juifs l'ont portée pendant des siècles		Tantale			Choisir par les urnes						Avarié	
			Empereur romain			Exprime							
									Pays d'Afrique de l'Ouest				
Se retiras		Originaire d'un pays asiatique							Grand pays				Fondamentaux
		Terre émergée							Félidé d'Amérique du Sud				
							Petit groupe de personnes						
							Milli- seconde						
Désigné				Acquiesce		Bienfai- teurs							
Offensons						Nickel							
								Épeautre		Témoigna		Piquette	
Abrupts		Pionnier de la photo- graphie	Bien sûr				Double coup de baguette				Excla- mation du midi		
			Capitale mythique de l'Irlande				Elle est centrée sur 27 MHz				Une loi antique		
						Excrément							
Courses de chevaux	Ville de Roumanie					Shootant							
						Virage neigeux							
							Lettre archaïque géorgienne		Exalitre			Dépouillée	
Oiseau grimpeur	À travers				Five o'clock								
	Égouttoir								Dessinateur et carica- turiste français				
			Partie d'intestin						Sous- préfecture de la Meurthe- et-Moselle				
Sépare					Hydro- carbures								

La Protection civile organise une campagne de sensibilisation sur les risques liés aux accidents de la circulation à l'occasion de la rentrée scolaire 2024/2025. L'objectif de cette campagne est de sensibiliser les enfants, surtout ceux nouvellement scolarisés, et leurs parents sur les risques liés aux accidents de la route, indique mercredi un communiqué de la Protection civile. "La prévention et la sensibilisation des parents, premiers éducateurs de la sécurité routière des enfants sur les dangers liés aux accidents de la circulation demeurent une priorité", note la même source, précisant que les enfants "sont peu conscients des dangers qui les menacent", d'où la nécessité d'un "apprentissage des connaissances liés à la sécurité routière".



Installation des nouveaux DG de la Télévision et de la Radio algériennes

Le conseiller du président de la République chargé de la Direction générale de la communication, M. Kamel Sidi Said, a présidé, mercredi à Alger, l'installation de M. Mohamed Baghali au poste de Directeur général de l'Etablissement public de télévision (EPTV) en remplacement de M. Adel Salakdji. Il a également présidé l'installation de M. Adel Salakdji au poste de Directeur général de la Radio algérienne, en remplacement de M. Mohamed Baghali. L'installation s'est déroulée en présence des cadres des deux établissements.

MDN

Saisie de plus de 2 quintaux de kif et arrestation de 53 narcotrafiquants

Des tentatives d'introduction de plus de deux (2) quintaux de kif traité via les frontières avec le Maroc ont été mises en échec et 53 narcotrafiquants ont été arrêtés par des détachements combinés de l'Armée nationale populaire (ANP), en coordination avec les différents services de sécurité, durant la période allant du 11 au 17 septembre en cours, indique un bilan opérationnel rendu public mercredi par le ministère de la Défense nationale (MDN). "Dans la dynamique des efforts soutenus dans la lutte antiterroriste et contre la criminalité organisée multiforme, des unités et des détachements de l'Armée nationale populaire ont exécuté, durant la période du 11 au 17 septembre 2024, plusieurs opérations ayant abouti à des résultats de qualité qui reflètent le haut professionnalisme, la vigilance et la disponibilité permanente de nos Forces armées à travers tout le territoire national", précise la même source. Dans le cadre de la lutte antiterroriste, des détachements de l'ANP "ont arrêté 7 éléments de soutien aux groupes terroristes lors d'opérations distinctes à travers le territoire national". Dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée, et "en continuité des efforts soutenus visant à contrecarrer le fléau du narcotrafic dans notre pays, des détachements combinés de l'ANP ont intercepté, en coordi-

nation avec les différents services de sécurité lors d'opérations exécutées à travers les Régions militaires, 53 narcotrafiquants, et ont mis en échec des tentatives d'introduction de deux (02) quintaux et 32 kilogrammes de kif traité et 3,22 kilogrammes de cocaïne provenant des frontières avec le Maroc, alors que 235 495 comprimés psychotropes ont été saisis". Selon le même bilan, des détachements de l'ANP "ont arrêté à Tamanrasset, Bordj Badji Mokhtar, In Salah, In Guezzam et Illizi, 456 individus et saisi 22 véhicules, 203 groupes électrogènes, 184 marteaux piqueurs, 4 détecteurs de métaux ainsi que des quantités de mélange d'or brut et de pierres, d'explosifs, d'outils de détonation et

d'équipements utilisés dans des opérations d'orpaillage illicite". De même, "25 autres individus ont été arrêtés et 12 fusils de chasse, 3 pistolets automatiques, 13214 litres de carburants, ainsi que 236,12 tonnes de denrées alimentaires destinées à la contrebande et la spéculation ont été saisis, et ce, lors d'opérations distinctes à travers le territoire national". Par ailleurs, les Garde-côtes "ont mis en échec, sur les côtes nationales, des tentatives d'émigration clandestine de 42 individus à bord d'embarcations de construction artisanale, alors que 395 immigrants clandestins de différentes nationalités ont été arrêtés à travers le territoire national", note le même bilan.

CONSTANTINE

Fermeture temporaire du tunnel de Djebel El-Ouahch sur l'autoroute Est-ouest

Le tunnel de Djebel El-Ouahch sur l'autoroute Est-Ouest, dans sa partie traversant la wilaya de Constantine est "temporairement" fermé mercredi pour des travaux de maintenance, a indiqué le directeur local des tra-

vaux publics, Mohamed Gouaoui. Le tunnel de Djebel El-Ouahch est "temporairement fermé mercredi de 13h jusqu'à 16h pour des travaux de maintenance ciblant les câbles et les ventilateurs", a précisé le même responsable. La circula-

tion sera déviée vers le contournement de Djebel El-Ouahch et un dispositif de la Gendarmerie nationale a été mis en place pour faciliter le trafic sur place, a-t-on fait savoir.

Chronique Eco
d'Anouar El Andaloussi

Le service public, fondement de la cohésion nationale et de la justice sociale

Le service public a toujours existé et dans tous les pays du monde. C'est son volume et son étendue qui peuvent varier d'un pays à l'autre. Il est le produit d'une évolution historique, d'un contexte économique et social et même de la nature de la culture dominante dans la société (société solidaire ou libérale, collectiviste ou individualiste).

Une partie des services à la population est nécessairement organisée en service public quel que soit le système idéologique ou le régime politique : c'est le cas notamment des activités en réseaux, comme l'énergie ou l'eau, les infrastructures, l'éducation ... Ces services sont nécessaires, voire indispensables, pour la vie en communauté. La majorité des activités de service public seront plus efficaces et plus efficientes si elles sont organisées en monopoles, ce qui permet de faire des économies d'échelles. Ce sont des besoins collectifs et par conséquent, elles gagneraient à être organisées collectivement à travers l'intervention de l'Etat par ses instruments directs et indirects (collectivités locales, administrations, organismes publics, marchés publics, concessions, délégations...)

L'étendue et l'envergure du service public en Algérie ont leurs raisons et leurs justifications, les unes liées au contexte historique et les autres liées aux choix politiques à l'indépendance.

À l'indépendance, la population algérienne était dans un dénuement total : chômage, analphabétisme, sans couverture sanitaire, famine par endroit, etc. La population qui a pris sur elle la révolution tant dans la société que dans les maquis, avait placé tous ses espoirs dans l'indépendance. Par ailleurs, cette population avait vécu la période coloniale dans la souffrance matérielle et surtout dans une injustice inqualifiable de la part de l'administration coloniale et subi les humiliations des colons. Donc, l'attente pour cette justice sociale dans le cadre du nouvel Etat indépendant ne peut être que très forte. Le nouvel Etat ne pouvait améliorer, un tant soit

peu, la situation que par l'érection d'un service public le plus étendu possible. Ceci est d'autant vrai que l'Etat avait pris aussi la décision de récupérer les richesses nationales et les quelques entreprises laissées par l'Etat français ou abandonnées par les colons. Donc, d'un côté les ressources ont été concentrées entre les mains de l'Etat et par conséquent il devient évident que les besoins de la population soient, dans une large mesure, satisfaits par cet Etat : éducation, santé, eau, énergie, sécurité, culture, transports, etc. Par ailleurs, la découverte et l'exploitation des ressources d'hydrocarbures ont été aussi un facteur d'extension du service public, car à travers le service public, il est opéré une redistribution de cette richesse à toute la population. Ainsi, la situation sociale de la population, le contexte politique et l'évolution de la situation économique ne laissent aucun doute sur la nécessité impérieuse d'organiser un service public étendu, quitte à rogner sur sa taille au fur et à mesure que le développement économique permet la redistribution des ressources par des revenus aux différentes catégories de la population ; la partie soustraite du champ du service public sera mise sur le marché des biens et services.

Dans beaucoup de pays le rétrécissement du service public a suivi cette logique consistant à mettre sur le marché libre les services susceptibles d'être pris en charge par l'usager. C'est le cas notamment, d'une partie des besoins médicaux, du transport aérien, d'une partie de l'éducation, des services de télécoms, des services postaux, etc. Il faut dire aussi que la réduction de l'envergure du service public est souvent dictée par des considérations budgétaires, mais parfois par des choix idéologiques ou politiques, c'est le cas de la politique libérale de Thatcher en GB et de Reagan aux USA dans les années 80. Un autre facteur a joué aussi dans la réduction de la taille du service public dans beaucoup de pays, ce sont les Programmes d'Ajustement Structurel imposés par le FMI/BM imposés à des pays en situation

financière difficile, particulièrement leur endettement. En Algérie, il n'y a jamais eu une réduction du périmètre du service public. Au contraire, il a parfois été encore étendu, c'est le cas notamment du logement. Aujourd'hui, le service public prend plusieurs formes allant de la fourniture directe d'une prestation (éducation, énergie, eau, transports urbains, ...) à la subvention monétaire ou soutien des prix de certains produits en passant par la concession avec tarifs subventionnés de certaines infrastructures de service public.

Le service public est un facteur très efficace pour le renforcement de la cohésion sociale, de la solidarité nationale et un puissant outil de la formation à la citoyenneté. Défendre le service public et veiller à sa qualité doit être une préoccupation des gouvernants et des gouvernés. Mais continuer à maintenir un service public large sans se préoccuper de sa gestion, de son efficacité et de sa raison d'être, c'est participer à sa destruction et à sa lente disparition. Le service public doit être efficient et efficace pour assurer une plus grande couverture et doit être aussi juste, sinon, au nom de la justice (sa raison d'être) il risque de produire l'injustice ; combien de cas de service public qui sont transformés en services pour une catégorie de personnes au détriment de la masse qui est la cible du service public, il risque de devenir un facteur de fracture, s'il est injuste. L'égal accès au service public est la règle cardinale de ce dernier.

Sur ces aspects de l'efficacité du service public, beaucoup reste à faire. La gestion administrative routinière et bureaucratique a atteint ses limites. De nouvelles approches sont nécessaires si l'on veut faire du service public le facteur de cohésion et de justice sociale et même d'aménagement du territoire. Un service public coûteux et inefficace risque de se transformer en fardeau pour le budget de l'Etat et en objet de contestation dans la société et parmi ses principaux usagers.